



**Les séminaires d'histoire du mouvement ouvrier à
Vincennes dans les années 1970. Une contribution
collective à la production-diffusion d'idées politiques de
“ gauche ”.**

Christelle Dormoy-Rajramanan

► To cite this version:

Christelle Dormoy-Rajramanan. Les séminaires d'histoire du mouvement ouvrier à Vincennes dans les années 1970. Une contribution collective à la production-diffusion d'idées politiques de “ gauche ”.. 2019. halshs-02066277

HAL Id: halshs-02066277

<https://shs.hal.science/halshs-02066277>

Preprint submitted on 13 Mar 2019

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Les séminaires d'histoire du mouvement ouvrier à Vincennes dans les années 1970.

Une contribution collective à la production-diffusion d'idées politiques de « gauche ».

CHRISTELLE DORMOY-RAJRAMANAN

Alors que l'histoire des idées politiques a longtemps privilégié des approches individualo-centrées, selon la tradition de l'étude des grand.e.s auteur.e.s et de leur œuvre, la prise en compte des interactions qui peuvent se nouer au sein et autour des séminaires est une voie d'accès à la dimension collective des idées politiques, en permettant d'observer comment elles se construisent, s'élaborent, se testent et se diffusent dans le cadre d'un cercle d'interlocuteurs fait de spécialistes. Le séminaire renouvelle encore l'histoire des idées politiques en dépassant le « sacro-saint monde de l'imprimé »¹ et en accordant à l'enseignement le statut d'objet légitime. Il invite ainsi utilement à compléter les trop rares travaux concernant les idées politiques véhiculées par les manuels² ou les programmes scolaires³.

Dispositif d'échanges et de confrontation, entre recherche et enseignement, le séminaire remplit aussi une fonction de socialisation intellectuelle. Basé sur le principe de la réunion de pairs ou d'aspirants à le devenir (universitaires et étudiants avancés), l'asymétrie de la relation pédagogique y est atténuée par rapport aux formes plus magistrales d'enseignement et se veut propice au dialogue et à la prise de parole de chacun. Celle-ci est d'ailleurs souvent favorisée par une organisation de l'espace incarnant la mise à égalité des participants. D'origine religieuse, cette pratique a essaimé dans l'enseignement supérieur mais elle y reste limitée en France, à la veille de la crise universitaire de 1968, aux écoles de formation à la recherche telles que l'EPHE et, concernant l'Université, elle reste circonscrite à Paris et réservée aux étudiants de DES, de 3e cycle et de doctorat⁴. La remise en cause de la pédagogie magistrale par le mouvement étudiant et enseignant de « 68 » et sa revendication

¹ Arnaud Skornicki et Jérôme Tournade, *La nouvelle histoire des idées politiques*, Paris, La découverte, 2015, p. 71.

² Yves Déloye, *École et citoyenneté. L'individualisme républicain de Jules Ferry à Vichy : controverses*, Paris, Presses de Sciences Po, 1994 ; Suzanne Citron, *Le mythe national, l'histoire de France revisitée*, Paris, ed. de l'Atelier, 2008.

³ Patricia Legris, *Qui écrit les programmes d'histoire ?*, Grenoble, PUG, 2014.

⁴ « La création de la thèse de troisième cycle en 1958 favorise le développement de ces premiers séminaires de recherche, du moins dans la région parisienne [...] Il s'agit de lectures et commentaires de textes, corrigés, exposés, discussions entre doctorants et chercheurs », Marie-Laure Viaud, *Les innovateurs silencieux. Histoire des pratiques d'enseignement à l'université depuis 1950*, Grenoble, PUG, 2015, p. 60.

d'une formation par la recherche⁵ vont trouver une issue institutionnelle au Centre universitaire expérimental de Vincennes, créé l'été 1968 en réponse à la crise universitaire. L'une de ses prérogatives est justement de mettre en pratique une pédagogie inspirée du modèle du séminaire, reposant sur des effectifs limités et permettant le travail en « petits groupes », la participation orale des étudiants et leur formation à la recherche par la recherche, et ce y compris pour les étudiants de 1^{er} cycle (les étudiants des différents cycles étant d'ailleurs réunis dans les mêmes « unités de valeur » dans de nombreux départements). La liberté du choix des contenus est elle aussi à l'image de celle des séminaires puisque Vincennes (Université Paris 8 à partir de 1970) ne prépare pas aux concours d'enseignement. Les programmes s'en trouvent ainsi libérés et laissés à l'appréciation des enseignants, en concertation supposée avec les étudiants (dont beaucoup sont salariés et/ou non-bacheliers), ce qui a fortement contribué à leur renouvellement.

Il s'agit ici d'ouvrir plus largement encore la focale d'analyse de l'histoire des idées politiques en étudiant les séminaires non pas d'un.e seul.e penseur.e mais d'un groupe constitué selon des logiques à la fois institutionnelles et politiques. Il s'agit d'une grande partie des enseignants du département d'histoire de l'université de Vincennes-Paris 8, durant la période des années 1970. Dans ce contexte historique marqué par une forte politisation, notamment des questions pédagogiques⁶, *a fortiori* dans cette enclave universitaire « expérimentale » investie⁷ par nombre de militants de « gauche » et de penseurs « critiques »⁸, ce département a largement été conçu et dédié à l'enseignement de l'histoire du mouvement ouvrier et des pensées qui l'ont alimenté.

⁵ Sur les revendications pédagogiques du mouvement étudiant et enseignant de « 68 », voir Jean Maitron, Jean-Claude Perrot, Michelle Perrot, Madeleine Rebérioux, « La Sorbonne par elle-même : Mai-Juin 1968 », *Le Mouvement social*, n°64, 1968, p. 3-416 ; Alain Schnapp, Pierre Vidal-Naquet, *Journal de la commune étudiante. Textes et documents. Novembre 1967-juin 1968*, Paris, Seuil, 1988 (1968) ; archives du CHS, Fonds 1968 ; Chapitre V « L'Université en débats » dans Christelle Dormoy-Rajramanan, *Sociogenèse d'une invention institutionnelle: le Centre universitaire expérimental de Vincennes*, thèse pour le doctorat de science politique, Université Paris-Nanterre, 2014, p. 422-486.

⁶ Antoine Prost, « 1968, ou la politisation du débat pédagogique », dans Jacques Girault (dir.), *Les Enseignants dans la société française au XXe siècle : itinéraires, enjeux, engagements*, Paris, Publications de la Sorbonne, 2004, p. 147-164.

⁷ Terme entendu ici dans le sens donné par Francine Muel-Dreyfus dans *Le métier d'éducateur. Les institutrices de 1900. Les éducatrices de 1968*, Paris, Minuit, 1983, p. 10 : « pour que l'histoire sociale des institutions soit à même de déconstruire les figures mythiques de l'histoire institutionnelle, il faut constamment revenir au plus près des histoires sociales individuelles qui permettent seules de reconstruire le sens social de l'« investissement » dans l'institution et, du même coup, d'éclairer les médiations par lesquelles les projets institutionnels prennent corps. »

⁸ Christelle Dormoy-Rajramanan, « Le recrutement des premiers enseignants », in Charles Soulié (dir.), *Un mythe à détruire ? Origines et destin du centre expérimental de Vincennes*, Saint-Denis, PUV, 2012, p. 123-160.

Il s'agit donc d'étudier cette offre collective d'enseignement sous forme de séminaires, en tant que contribution à la fois savante et politique à l'histoire des idées politiques, dispensée par un groupe d'historiens « de gauche » et pour la plupart ayant alors ou ayant eu des liens avec le Parti Communiste Français (PCF) ou le socialisme : Jacques Droz, Jean Bouvier, Jean Bruhat, Marianne Debouzy, Madeleine Rebérioux, René Gallissot, Claude Willard, Jacques Julliard, Michel Winock et Marie-Noëlle Thibault.

A partir d'archives relatives aux intitulés de cours (les *Guides de l'étudiant*), à la composition du public étudiant, aux intitulés de mémoires et de thèses de troisième cycle, complétées d'une biographie collective des enseignants et de témoignages de première et de seconde main, il s'agira de montrer comment ce système de séminaires a pu s'apparenter à un espace de production collective d'une pensée politique critique et de sa transmission auprès d'un public étudiant particulier.

Les historiens de Vincennes : portrait de groupe, contextualisé

Les événements universitaires de mai-juin 1968 ne se sont pas limités à des manifestations étudiantes et des barricades dans le quartier latin. De très nombreux établissements d'enseignement supérieur, à Paris et dans le reste de la France, sont occupés des jours durant (deux mois pour la Sorbonne⁹) et sont le théâtre de multiples assemblées générales mais aussi de commissions pédagogiques. Les aspirations à la démocratisation de l'enseignement et de la société se mêlent et nourrissent des projets de réforme des contenus, des méthodes et des structures universitaires.

L'une des réponses gouvernementales à cette crise universitaire et aux revendications qui en émanent est, outre la loi d'orientation de l'enseignement supérieur de novembre 1968 dite « loi Faure », la création du Centre universitaire expérimental de Vincennes. Construite en trois mois à partir d'août 1968, cette institution est chargée d'expérimenter la mise en œuvre des principales revendications exprimées par le mouvement social universitaire : la pluridisciplinarité, le travail en petits groupes, un enseignement en prise avec la recherche, tout comme l'évaluation, en contrôle continu, et l'ouverture aux « travailleurs », y compris non bacheliers.

Ce nouvel espace d'enseignement supérieur, de recherche et de sociabilité attire des

⁹ cf. Jean Maitron, Jean-Claude Perrot, Michelle Perrot, Madeleine Rebérioux, « La Sorbonne par elle-même : Mai-Juin 1968 », *op. cit.*

volontaires étudiants et enseignants, aux motivations multiples et pas toutes exclusives les unes des autres : poste parisien pour des universitaires de province ; possibilité de reprendre des études pour des non-bacheliers ; « formation continue » pour de nombreux étudiants par ailleurs enseignants du primaire et du secondaire ; et plus largement « recyclage » pour les salariés pouvant suivre des cours du soir (de 19 heures à 22 heures) et le samedi ; mais aussi aspirations politiques et militantes investies dans ce lieu, tant du côté des étudiants que des enseignants¹⁰.

La constitution d'une équipe enseignante

Parmi les nombreux volontaires pour enseigner à Vincennes, les 232 premiers élus (hors chargés de cours et lecteurs en langue) le sont par un « noyau cooptant », composé de 39 membres, eux-mêmes candidats. Les sept premiers historiens choisis¹¹ pour Vincennes et chargés de recruter leurs collègues sont Jacques Droz, Jean-Baptiste Duroselle, Jean Bruhat et Jacques Julliard qui viennent de la Sorbonne, Jean Bouvier et Jean Devisse en provenance de celle de Lille et Claude Mossé, de celle de Clermont-Ferrand. À part Devisse, médiéviste, spécialiste de l'Afrique, et Mossé, antiquisant, spécialiste de la démocratie athénienne, tous les autres sont contemporanéistes, conformément à la vocation de Vincennes d'être « tournée vers les études contemporaines »¹². Parmi eux, Duroselle est spécialiste des relations internationales et des *areas studies* qu'il souhaite développer à Vincennes. Les autres contemporanéistes sont spécialistes du mouvement ouvrier et de l'histoire des idées politiques qui l'ont nourri.

Ce premier cercle des historiens de Vincennes est caractérisé par son ancrage, pluriel, à gauche.

¹⁰ cf. Jean-Michel Djian (dir.), *Vincennes, une aventure de la pensée critique*, Paris, Flammarion, 2009 ; Charles Soulié (dir.), *Un mythe à détruire ? Origines et destin du centre expérimental de Vincennes*, Saint-Denis, PUV, 2012 ; Guy Berger, Maurice Courtois et Colette Perrigault, *Folies et raisons d'une université : Paris 8. De Vincennes à Saint-Denis*, Paris, Pétra, 2015 ; Christelle Dormoy-Rajramanan et Laurent Jeanpierre, « Excentrée ou excentrique ? Positions de l'Université de Vincennes dans la science politique française des années 1970 », *Revue française de science politique*, 67(1), 2017, p. 121-143.

¹¹ Ils le sont officiellement par une "commission d'orientation" composée de 25 membres dont trois historiens, l'antiquisant Jean-Pierre Vernant (EPHE) – alors encore membre du PCF –, le médiéviste Edouard Perroy (Sorbonne), et Emmanuel Le Roy Ladurie (EPHE), spécialiste d'histoire économique et sociale, les deux premiers sont d'anciens résistants et ont été solidaires du « mouvement de Mai ». Sur le rôle effectif de cette "commission d'orientation" dans les recrutements à Vincennes, cf. Christelle Dormoy-Rajramanan, *Sociogenèse d'une invention institutionnelle: le centre universitaire expérimental de Vincennes*, *doc. cit.*, p. 644 et sq.

¹² Comme le stipule son décret de création, paru le 12 décembre 1968 dans *Le Bulletin officiel de l'Éducation nationale*.

Jean Bruhat (1905-1983)

Fils de receveur des postes et petits-fils de roulier et d'ouvrier, deux fois lauréat du concours général, boursier au lycée du parc à Lyon, il intègre l'ENS-Ulm en 1925, en même temps que le parti communiste et la Fédération unitaire de l'enseignement (FUE) dont il sera secrétaire quelques années.

Agrégé d'histoire en 1929, il enseigne dans le secondaire notamment à Nantes puis « sa nomination au lycée Buffon à Paris (1937) permet à la direction communiste d'utiliser, notamment à l'Ecole centrale du parti, des compétences désormais reconnues et un profil sociologique modèle [...] En avril 1950, il théorise dans les *Cahiers du Bolchévisme* "l'apport de Maurice Thorez à l'Histoire", intronisant le secrétaire du Parti "historien de type nouveau" dont la pensée "brise, en s'affirmant, le cloisonnement que l'Université bourgeoise a établi entre les sciences" »¹³. En outre, il publie « régulièrement des chroniques dans *l'Humanité* et dans *Les Cahiers du Bolchevisme*, approuvant les procès de Moscou conduits par Vichinsky et les condamnations qui s'en suivaient[...]Toujours à la disposition du Parti, il fut chargé d'organiser la Commission d'éducation ouvrière de la CGT et contrôla le Centre d'éducation ouvrière du PC »¹⁴.

Si à la Libération il refuse un poste de permanent, il est néanmoins l'un des proches conseillers de Maurice Thorez et de Jacques Duclos

Longtemps « stalinien », il émet néanmoins des critiques à l'égard de la direction du parti suite notamment aux révélations du rapport Khrouchtchev en 1956, puis en 1958 en raison de l'exécution d'Imre Nagy en Hongrie, et durant la guerre d'Algérie¹⁵.

Il soutient aussi les « italiens » au sein de l'UEC¹⁶, en février 1965¹⁷, soit peu avant la scission de l'organisation étudiante en 1966. Enfin en 1968, il témoigne dans *Les Lettres françaises* du 15 mai en faveur du soutien au mouvement étudiant, présenté par M. Verret comme aristocrate et à l'origine d'une révolte sans prise avec le réel. Il est aussi signataire de la « "Lettre des 36" du 29 mai, critique à l'égard de la "Direction" du PCF qu'elle accuse d'avoir freiné volontairement le mouvement »¹⁸. Il signe, en outre, avec 55 autres chercheurs et universitaires¹⁹, l'« Appel des universitaires communistes » publié dans *L'Humanité* du 13 juin, qui déclare que « l'université doit transformer ses structures et ses méthodes, le contenu de son enseignement avec la participation de tous, enseignants et étudiants »²⁰.

A la rentrée 1968, il est contacté par Raymond Las Vergnas, doyen de la Sorbonne élu pendant les « événements », pour participer au « noyau cooptant » de Vincennes. « J'y suis

¹³ Yves Santamaria, « Bruhat (Jean) », in Jacques Julliard et Michel Winock, *Dictionnaire des intellectuels français : les personnes, les lieux, les moments*, Paris, Seuil, 2009 (1996), p. 191-192.

¹⁴ <http://maitron-en-ligne.univ-paris1.fr/spip.php?article18060>, notice BRUHAT Jean par Jean Maitron, complété par Claude Pannetier, version mise en ligne le 20 octobre 2008, dernière modification le 14 octobre 2012.

¹⁵ *ibid.* et Madeleine Rebérioux, « Bruhat Jean - (1905-1983) », *Encyclopædia Universalis* [en ligne], consulté le 10 avril 2018. URL : <http://www.universalis-edu.com/encyclopedie/jean-bruhath/>

¹⁶ Frédérique Matonti, « Les "bricoleurs". Les cadres politiques de la raison historienne : l'exemple de *La Nouvelle critique* », *Politix*, 36 (9), 1996, p. 105.

¹⁷ Jean-François Sirinelli, *Intellectuels et passions françaises. Manifestes et pétitions au XXe siècle*, Paris, Fayard, 1990, p. 383.

¹⁸ Frédérique Matonti, *Intellectuels communistes. Essai sur l'obéissance politique*, Paris, La découverte, 2005, p. 300-302.

¹⁹ Parmi les 56 signataires, on compte 5 futurs enseignants de Vincennes (dont quatre historiens) : Gilbert Badia, Jean Bruhat, Madeleine Rebérioux, Jacques Thobie, Lucette Valensi ; ainsi que deux autres historiens ayant influencé le recrutement du futur centre universitaire expérimental, Guy Bois et Jean Chesneaux.

²⁰ Christelle Dormoy-Rajramanan, *Sociogénèse d'une invention institutionnelle: le centre universitaire expérimental de Vincennes*, *doc. cit.*, p. 477.

associé sans doute parce que j'avais "agi" au printemps de 1968 et aussi, certainement, parce qu'il fallait un communiste[...]. Je retrouve parmi les historiens, ceux qui ont "fait" 1968, entre autres Jacques Droz, Jacques Julliard, Madeleine Rebérioux, Jean Bouvier[...]je rêvais d'une université dont le but serait l'étude du monde contemporain sur une base interdisciplinaire, faite en particulier de la collaboration entre historiens, géographes, sociologues, philosophes, économistes, etc. Elle aurait parmi ses missions, entre autres, celle de former des professeurs qui enseigneraient en classe terminale du secondaire, cette classe étant précisément orientée vers l'ouverture du monde contemporain »²¹.

Auto-défini comme « intellectuel plébéien », il est spécialiste de l'histoire du mouvement ouvrier français et européen et a alors déjà publié au moins neuf ouvrages sur la Révolution française, les journées de février 1948, la Commune de 1871, sur l'apport du marxisme aux études historiques et une histoire de l'URSS maintes fois rééditée, ainsi que des biographies de Robespierre et de Lénine. Il n'a cependant jamais soutenu de thèse, ce qui le cantonne au rang d'éternel maître-assistant.

Il quitte alors la Sorbonne (mais continue d'enseigner l'histoire du marxisme à « Science po ») pour Vincennes, où il reste jusqu'à sa retraite administrative en 1971 (il enseigne cependant à Paris I jusqu'en 1975, un cours de préparations à l'agrégation)²². En partie déçu de l'expérience vincennoise, il précise néanmoins : « *il y a du nouveau à Vincennes et ce n'est pas parce que, finalement, l'initiative a été pour une part sabotée qu'il faut négliger tout ce qu'elle a eu de positif. [...] D'ailleurs le département d'histoire a, dans une grande mesure, échappé à ce qu'il y avait d'extrême dans cette turbulence.* »²³

Nonobstant ses prises de positions critiques à l'égard du PCF, renouvelées au début des années 1980, il y maintient son adhésion jusqu'à sa mort.

²¹ Jean Bruhat, *Il n'est jamais trop tard. Souvenirs*, Paris, A. Michel, 1983, p. 226.

²² *Ibid.*, p. 227.

²³ *Ibid.*

Jean Bouvier (1920-1987)

Issu d'une famille de petits commerçants, une bourse obtenue grâce au soutien d'un instituteur lui permet de poursuivre ses études au lycée, puis en khâgne et à l'université. Il adhère au PCF à l'âge de 15 ans. Il est résistant pendant la guerre et à son issue, il est reçu 4^e à l'agrégation d'histoire. Il enseigne ensuite dans de prestigieux lycées (celui du Parc à Lyon puis Carnot à Paris), syndiqué au SNES, mais reçoit en 1951 un blâme pour « propagande communiste » du ministère de l'Éducation nationale. Il finit ensuite sa thèse au CNRS puis est recruté à l'EPHE par Fernand Braudel, où il est directeur d'étude de 1960 à 1963. Il devient ensuite maître de conférences à Rennes puis professeur à Lille, syndiqué au SNESup²⁴.

Après des prises de positions critiques à l'égard du PC en 1956 suite au rapport Krouchtchev, il soutient la fraction "italienne" des étudiants de l'Union des étudiants communistes (UEC) contre la direction du PCF, en février 1965 (comme J. Bruhat), et signe en mai 1968 d'une lettre à la direction du PCF demandant l'ouverture d'un dialogue avec les étudiants et un débat au sein du parti, menaçant en cas de refus de publier cette lettre dans la presse²⁵.

Très investi à l'université de Lille en mai-juin 1968, il y propose un plan de réforme dont "le principal souci était la modification du rapport pédagogique" et la pluridisciplinarité. Il revendique y avoir fait, avec Devisse (né en 1923), catholique de gauche, « *une révolution parlementaire, appuyé par les maîtres-assistants et les assistants* », aboutissant à une redistribution des pouvoirs avec la mise en place d'une assemblée générale d'une centaine d'enseignants, deux mois durant, devant laquelle le doyen devait expliquer sa politique et répondre aux questions.

Il est ensuite contacté par François Furet (conseiller officieux du ministre de l'Éducation nationale Edgar Faure), rencontré au PCF avant le désengagement de ce dernier en 1956 mais avec qui des liens ont subsisté, pour enseigner et être cooptant à Vincennes ou Dauphine. Il arrive à Vincennes en janvier 69, au moment où les cours débutent, sans avoir participé aux réunions préparatoires ni aux recrutements²⁶.

Spécialiste d'histoire économique, il a alors déjà publié trois articles et de nombreux comptes rendus de lecture dans les *Annales*, ainsi qu'une demi-douzaine d'ouvrages, notamment sur le crédit lyonnais, les Rothschild et les scandales de Panama, et fait partie de l'équipe du *Mouvement social* depuis 1964.

Son arrivée à Vincennes correspond à sa rupture avec le PCF, qu'il quitte plutôt que d'en être exclu en raison de ses critiques répétées. Il continue néanmoins à participer aux recherches et débats de l'Institut Maurice Thorez et garde des liens avec de nombreux intellectuels communistes ou anciens communistes. « Dans les débats politiques des années 1970 et 1980 il fut un partisan constant de l'Union de la gauche »²⁷.

S'il est déçu par l'interdisciplinarité qu'il échoue à mettre en œuvre avec les économistes à Vincennes, les étudiants constituent l'« *un des points les plus intéressants de Vincennes. Des adultes, pas des retraités mais des actifs : un ingénieur, un chimiste, un expert comptable. C'était le piment des U.V., environ 20% du public. C'est une chose que Bouvier ne retrouvera pas à Paris I (où l'on trouve des retraités). C'est encore différent des jeunes "vrais étudiants"* »

²⁴ <http://maitron-en-ligne.univ-paris1.fr/spip.php?article17699>, notice BOUVIER Jean par Patrick Fridenson, André Straus, version mise en ligne le 20 octobre 2008, dernière modification le 12 mars 2012 ; Patrick Fridenson, « L'élan de Jean Bouvier », *Le Mouvement Social*, n°142, 1988, p. 7-10.

²⁵ Jean-François Sirinelli, *Intellectuels et passions françaises. Manifestes et pétitions au XXe siècle*, op. cit., p. 383-386.

²⁶ Source : compte rendu d'un entretien de Jean Bouvier avec Assia Melamed, Fonds Mémoires 68 (France) : sous-fonds Melamed Assia, F delta res 0696/13, BDIC.

²⁷ <http://maitron-en-ligne.univ-paris1.fr/spip.php?article17699>, notice BOUVIER Jean, doc. cit.

qui visent l'entrée dans la vie active, qui sont des apprentis. Les adultes venaient pour "respirer". Les jeunes étudiants, salariés ou non, Bouvier les définit ainsi : "je vais être cruel, j'ai vu diminuer parmi eux la proportion d'étudiants politisés et militants. Les trois dernières années, il y avait un véritable rejet des militants quels qu'ils soient, des idéologies, une dépolitisation, tragique pour nous, évidente" »²⁸. En guise de bilan de son expérience vincennoise, « il a écrit en 1978 que s'il avait été heureux une fois dans sa vie en enseignant, c'était dans cette Université-là »²⁹. René Rémond témoigne qu'« il a exercé avec une conscience exemplaire cette tâche, la plus exigeante et la plus désintéressée de notre métier, qui consiste à lire, à corriger les travaux d'autrui et en particulier à guider la recherche des plus jeunes. »³⁰ Or c'est justement à Vincennes qu'il initie « un séminaire informel né dans l'après 1968 » qui deviendra en 1974 le DEA d'Histoire économique de la région parisienne dont, tout au long des années 1970, il a la co-responsabilité aux côtés de Maurice Levy-Leboyer qu'il rejoint à Paris I, à partir de 1977, jusqu'en 1984³¹.

« Son œuvre fut progressivement marquée par une double volonté [...] celle de pousser le dialogue avec les économistes en pointant du doigt leurs travers économétriques qui gommant les hommes et celle de ne jamais disjoindre l'économique du social, du politique et du culturel en plaidant pour le maintien des perspectives globales-totales d'une "histoire totale" »³². Il soutient aussi l'essor de l'histoire du temps présent, notamment par l'organisation d'un colloque avec René Rémond et la Fondation Nationale des Sciences Politiques, dédié, en 1981, à « la France en voie de modernisation (1944-1952) », et par sa participation en 1984 à la fondation de la revue *Vingtième Siècle*³³.

Jacques Julliard (né en 1933)

Fils et petits-fils de négociants en vin, maires radicaux d'un petit village de l'Ain (le père a aussi été conseiller régional), il est en khâgne à Lyon en 1952-1954, années durant lesquelles « il se régalaient de la lecture des débats parlementaires auxquels il accédait en consultant le *Journal Officiel* que recevait son père ». Il est reçu à l'ENS-Ulm en 1954, année de son adhésion à l'UNEF dont il devient rapidement l'un des dirigeants et responsable des questions coloniales jusqu'en 1956, période du début de la guerre d'Algérie. « Conjuguant tout à la fois l'admiration intellectuelle pour le savant, spécialiste de la mystique médiévale, dont il suivait les cours à l'École pratique des hautes études, et un respect pour le leader syndical qui l'introduisit dans le mouvement ouvrier, Julliard rallia sous l'influence de Paul Vignaux, la tendance "Reconstruction" au sein de la CFTC ». C'est également ce dernier qui lui suggère de se spécialiser en histoire du syndicalisme révolutionnaire³⁴.

En 1958, il obtient l'agrégation d'histoire et enseigne au lycée de Blois, avant d'être mobilisé durant la guerre d'Algérie. A son retour et après un bref passage au lycée de Chartres, il accepte, en 1961, la proposition de Vignaux de devenir secrétaire général du SGEN pour le

²⁸ Source : compte rendu d'un entretien de Jean Bouvier avec Assia Melamed, *doc. cit.*

²⁹ Patrick Fridenson, « L'élan de Jean Bouvier », *Le Mouvement Social*, n°142, 1988, p. 7-10

³⁰ René Remond, « Jean Bouvier », *Vingtième siècle. Revue d'histoire*, n° 18, 1988, p. 3-4

³¹ Patrick Fridenson, « L'élan de Jean Bouvier », *doc. cit.*

³² Lionel Dumond, « Bouvier, Jean (Lyon, 1920-Paris, 1987) », dans Christian Amalvi (dir.), *Dictionnaire biographique des historiens français et francophones : de Grégoire de Tours à Georges Duby*, Paris, La Boutique de l'Histoire, 2004, p. 36-37.

³³ René Remond, « Jean Bouvier », *doc. cit.*

³⁴ <http://maitron-en-ligne.univ-paris1.fr/spip.php?article137573>, notice JULLIARD Jacques [JULLIARD Jacques, Marius, Frédéric]. (version papier) par Christophe Prochasson, version mise en ligne le 15 juillet 2011, dernière modification le 13 janvier 2017.

second degré. Il renonce toutefois à cette responsabilité dès l'année suivante, au moment où il devient chargé de recherche au CNRS, grâce à l'appui de Fernand Braudel. Il y travaille à une thèse dirigée par Ernest Labrousse consacrée à *Fernand Pelloutier et les origines du syndicalisme d'action directe*, qui sera publiée en 1971 au Seuil.

Entre temps, il participe « aux travaux de la "Commission idéologique" de la CFTC chargée de préparer la déconfessionnalisation du syndicat qui s'accomplit en 1964 »³⁵, enseigne à l'IEP de Bordeaux (1965) et à l'IEP de Paris (1966-1967)³⁶.

Après des désaccords avec Vignaux qui l'écarte des responsabilités au sein du SGEN, il y retrouve une influence « à l'occasion des événements de Mai 1968 et finit par représenter le SGEN au bureau confédéral de la CFDT à partir de 1973 » et jusqu'en 1976³⁷.

Il est en effet très impliqué dans le mouvement de « 68 », et ce malgré l'attitude circonspecte de la direction de son syndicat, et participe à la coordination de la mobilisation des enseignants. Il est alors assistant à la Sorbonne. Avec Guy Bois et Madeleine Rebérioux, historiens communistes qui dirigent la section SNESUp Sorbonne-Lettres, et Marie-Claire Ropars, littéraire, membre du SGEN-Sorbonne, « à nous quatre,[...] nous avons à notre tour, comme les organisations étudiantes, tenté de structurer la masse : celle des enseignants de la Sorbonne, surtout les professeurs, en général des messieurs très respectables, mais très individualistes. Il a été ainsi précieux d'obtenir l'appui du médiéviste Edouard Perroy, qui avait été dans la résistance »³⁸. C'est sur la proposition de Las Vergnas qu'il intègre le « noyau cooptant » de Vincennes. « On a tout de suite désigné Madeleine Rebérioux et Michel Winock »³⁹, témoigne-t-il.

En parallèle de ses enseignements à Vincennes et de ses responsabilités syndicales, il enseigne au Centre de Formation des Journalistes (1968-1973), est directeur adjoint puis directeur délégué du *Nouvel Observateur*, conseiller littéraire aux éditions du Seuil (1966-1982), membre du comité de rédaction d'*Esprit* (1955-1984)⁴⁰.

Au moment de son recrutement à Vincennes, il a publié *Clemenceau briseur de grève* (1965) et *Naissance et mort de la IV^e République* (1968) ainsi que deux articles dans le *Mouvement social*, dont il sera membre du secrétariat de rédaction à l'initiative de Rebérioux de 1971 à 1974, et plusieurs comptes rendus dans cette même revue et un dans la *Revue française de sociologie*.

Après une adhésion au PSU entre 1968 et 1970 puis au PS de 1974 à 1976, il endosse un « rôle de journaliste, d'historien et d'essayiste. A partir de la fin des années 1970, il passa pour l'intellectuel organique de la Deuxième Gauche »⁴¹.

Il quitte Vincennes en 1978, pour l'EHESS où il est nommé directeur d'études.

Mossé (née en 1924), 1^{ère} à l'agrégation d'histoire en 1946 qu'elle a préparée notamment avec Willard, est marxiste mais a rompu avec le PCF depuis 1959. Elle s'est ensuite investie en faveur de la décolonisation, en particulier de l'Algérie. Droz (1909-1998), « social-démocrate », partage cet engagement anti-colonial, qui lui a valu d'être menacé

³⁵ <http://maitron-en-ligne.univ-paris1.fr/spip.php?article137573>, notice JULLIARD Jacques, *doc. cit.*

³⁶ *Who's who in France*, Paris, J. Lafitte, 2000.

³⁷ <http://maitron-en-ligne.univ-paris1.fr/spip.php?article137573>, notice JULLIARD Jacques, *doc. cit.*

³⁸ Jacques Julliard, entretien avec Patrick Fridenson, 6 février 2008, *Le Mouvement social*, avril-juin 2008, p. 21-25.

³⁹ *Ibid.*

⁴⁰ *Who's who in France*, *op. cit.*

⁴¹ <http://maitron-en-ligne.univ-paris1.fr/spip.php?article137573>, notice JULLIARD Jacques, *doc. cit.*

par l'Organisation armée secrète⁴². Tous deux se sont connus à l'université de Clermont-Ferrand—où il a été doyen avant de rejoindre la Sorbonne — et sont impliqués auprès des étudiants, en mai-juin, dans leurs universités respectives. Elle est spécialiste de la Grèce antique et de son système politique, auxquels elle a consacré plusieurs ouvrages, ainsi qu'un article et un compte-rendu de lecture parus aux *Annales*. Lui a consacré sa thèse à l'influence de la Révolution française sur le libéralisme rhénan et a publié sept ouvrages sur *Restaurations et révolutions, 1815-1871*, sur l'*Histoire des doctrines politiques en France*, les révolutions et le socialisme allemands, l'Internationale ouvrière, le socialisme et les mouvements ouvriers français et anglais. Il a aussi publié des articles dans les revues *Archives de sciences sociales des religions*, *Mouvement social* et une recension dans la *Revue française de science politique*.

Enfin, si Duroselle est réputé « de droite », il s'est découvert « aliéné » lors des événements de « Mai-68 »⁴³ et connaît alors un « moment de grande fantaisie »⁴⁴, nombre de témoins s'étonnant alors de le voir « paraître au balcon » de l'amphithéâtre Richelieu lors des assemblées générales d'enseignants de la Sorbonne.

Avec la caution de la « commission d'orientation » chargée de valider les choix opérés par ce noyau cooptant, 25 enseignants sont recrutés en histoire (hors chargés de cours), faisant de ce département le deuxième de Vincennes en termes d'effectifs enseignants, après celui d'anglais (ce qui reste conforme à la place de l'histoire au sein des facultés de lettres et sciences humaines avant 1968). Il s'agit, outre les sept membres du noyau cooptant déjà évoqués, de Georges Castellan, Marianne Debouzy, Robert Delort, Jean-Louis Flandrin, Madeleine Rebérioux, Pierre Sorlin, Marie-Noëlle Thibault, Lucette Valensi, Claude Willard, Michel Winock, Leslie Manigat, André Jardin, Jacques Ozouf, Alain Plessis, Bernadette Hisard, Bernard Quilliet, Viviane Regnot et Annie Schnapp.

Parmi ces enseignants, neuf viennent de la Sorbonne. Le projet de Vincennes y a été présenté à l'ensemble du département d'histoire, le 3 septembre 1968, par les professeurs Duroselle, Perroy et Bruhat, ayant assisté la veille à une réunion *ad hoc*, au nom du

⁴² Antoine Prost, « Jacques Droz 1909-1998 », *Le Mouvement social*, n° 184, 1998, p. 113-116.

⁴³ « Extraits de lettres manuscrites du vice-doyen de la Sorbonne Jean-Baptiste Duroselle à Hélène Cixous (octobre et décembre 1968) », dans Jean-Michel Djian (dir.), *Vincennes, une aventure de la pensée critique*, op. cit., p. 29 et sq.

⁴⁴ Source : compte rendu d'un entretien d'Hélène Cixous avec Assia Melamed, Fonds Mémoires 68 (France) : sous-fonds Melamed Assia, F delta res 0696/13, BDIC.

département⁴⁵. Le projet est très discuté et fait l'objet d'investigations plus poussées, alimentant de nouvelles discussions le 12 septembre. Finalement, M. Rebérioux témoigne avoir été « *volontaire pour quitter la Sorbonne avec une équipe homogène qui désirait faire de l'histoire culturelle, pluridisciplinaire : travail avec des gens de lettres, de sociologie ; travail d'autres thèmes (par exemple travail sur la II^e et la III^e Internationale, ce qui était impensable à la Sorbonne⁴⁶) ; travail autrement : d'autres rapports enseignants-étudiants ; idée d'université sociale, ouverte à d'autres publics, notamment au monde du travail* »⁴⁷.

Madeleine Rebérioux (1920-2005)

Fille d'un inspecteur des Contributions directes et d'une professeure de lettres – qui a assuré son instruction jusqu'à la 6^e –, elle s'intéresse tôt à l'histoire et obtient le premier prix dans cette discipline au Concours général de 1937. Quatre ans plus tard, elle est reçue 4^e à l'École normale supérieure de jeunes filles. « Pacifiste intégrale », elle ne participe pas à la Résistance et poursuit ses études, notamment avec un diplôme d'études supérieures consacré à Proudhon et l'Europe, et « en 1945 elle est reçue 1^{ère} à l'agrégation féminine d'histoire-géographie ». Elle passe ensuite « seize ans dans le secondaire », son engagement communiste, son militantisme multiple – au SNES et à la FEN, plus tard au SNESup, puis à la FSU où elle a des responsabilités départementales ou nationales – et ses prises de positions critiques à l'égard du ministère de l'Intérieur freinant sa carrière, sans compter qu'elle a quatre enfants⁴⁸.

Elle adhère au PCF à la Libération, est conseillère municipale de Mulhouse de 1948 à 1950, puis engagée à partir de 1957 contre les tortures en Algérie (notamment au sein du Comité Maurice Audin) et pour la décolonisation. Elle adhère à la Ligue des droits de l'Homme en 1964 et dirige le collectif universitaire intersyndical contre la guerre du Vietnam à partir de l'année suivante.

Elle débute une thèse en 1958 sous la direction d'Ernest Labrousse, consacrée à « L'implantation de la SFIO en France 1905-1914 » et devient assistante à la Sorbonne en 1962 où elle devient « très proche du groupe des étudiants d'histoire de l'UNEF. Arrive mai 1968. Elle est d'emblée "au diapason du mouvement". Elle passe un mois dans la Sorbonne occupée, conjuguant réforme de l'Université et changement du pouvoir d'État ».

Spécialiste du socialisme et de Jean Jaurès, elle est aussi fondatrice, en 1959, de la Société d'études jaurésiennes. En 1961, Jean Maitron la fait rentrer au comité de rédaction de « la seule revue d'histoire ouvrière, *Le Mouvement Social* », revue qu'elle dirige entre 1971 et 1982⁴⁹.

⁴⁵ Source : « Compte rendu des séances du conseil de département. Département d'histoire de la Sorbonne. Séance 5, mardi 3 septembre 1968, 14h. Cité universitaire, maison des provinces de France », Fonds 68 du CHS n° 1, carton V, dossier V « histoire-géographie ».

⁴⁶ Notamment en raison de la contrainte de la préparation aux concours d'enseignement pesant sur les programmes.

⁴⁷ Source : compte rendu d'un entretien de Madeleine Rebérioux avec Assia Melamed, Fonds Mémoires 68 (France) : sous-fonds Melamed Assia, F delta res 0696/13, BDIC.

⁴⁸ <http://maitron-en-ligne.univ-paris1.fr/spip.php?article163768>, notice REBÉRIOUX Madeleine [née AMOUDRUZ Madeleine] par Patrick Fridenson, version mise en ligne le 16 septembre 2014, dernière modification le 21 décembre 2017.

⁴⁹ <http://maitron-en-ligne.univ-paris1.fr/spip.php?article163768>, notice REBÉRIOUX Madeleine, *doc. cit.*

Comme Bouvier, elle soutient, en février 1965, la fraction « italienne » de l'UEC contre la direction du PCF et signe en mai 1968, la lettre demandant à cette dernière l'ouverture d'un dialogue avec les étudiants et un débat au sein du parti, puis en août 1968, la pétition d'intellectuels communistes protestant contre l'intervention soviétique en Tchécoslovaquie. Elle, en revanche, sera exclue de la cellule Sorbonne-Lettres du PCF durant l'été 1968, puis du PCF en janvier 1969, pour avoir fondé la revue dissidente *Politique aujourd'hui*, à laquelle collabore aussi Bouvier. Elle a été très mobilisée à la Sorbonne en mai-juin 1968 et a participé, notamment avec Julliard, à la coordination de la mobilisation des enseignants, en tant que membre du bureau du Syndicat national de l'enseignement supérieur (SNESup).

Au moment de son recrutement à Vincennes, elle a publié les œuvres de Jean Jaurès, ainsi qu'un article et un compte rendu de lecture dans les *Annales*. En 1963, elle a dirigé avec Georges Haupt un numéro spécial du *Mouvement social* consacré au socialisme et la question coloniale avant 1914 puis a dirigé avec lui *La Deuxième Internationale et l'Orient*, paru en 1967. Enfin, elle fait partie des coordinateurs du numéro spécial de juillet-septembre 1968 du *Mouvement social* intitulé « La Sorbonne par elle-même », présentant plus de 400 pages de tracts et comptes rendus d'assemblées générales et commissions tenues pendant son occupation de mai-juillet 1968.

A Vincennes, elle est très investie dans la rénovation pédagogique et initie une « commission pédagogique » qu'elle chapeautera durant toute l'expérience vincennoise. Elle est notamment à l'origine de la création d'un diplôme de documentaliste.

A partir de 1975, elle participe régulièrement « à des tables rondes internationales d'histoire sociale, celles de la MSH puis celles avec la revue américaine *International Labor and Working Class History* [...] En 1978, sur la proposition du président François Furet, elle devient chargée de conférences à l'EHESS » et soutient sa thèse l'année suivante, sur travaux, à Paris I, à 59 ans⁵⁰.

Elle sera par la suite directrice du Musée d'Orsay et présidente de la Ligue des droits de l'Homme.

« La France républicaine constitua particulièrement le laboratoire où Madeleine Rebérioux démontra combien le socialisme ouvrier pouvait devenir le moteur de la démocratisation et de la justice sociale et, pour ce faire, elle se fit l'historienne critique de cette époque de référence, offrant en 1975 une magistrale synthèse publiée au Seuil, *La République radicale ? 1898-1914*. [...] Sa conviction était bien que le travail de l'historien ouvert aux autres sciences sociales demeurerait la meilleure façon de rester engagée, intellectuellement et même politiquement. »⁵¹

Ainsi, comme en témoigne Bruhat, à Vincennes, on « retrouve parmi les historiens, ceux qui ont “fait” 1968, entre autres Jacques Droz, Jacques Julliard, Madeleine Rebérioux, Jean Bouvier »⁵². Ils sont tous spécialistes d'histoire contemporaine et du mouvement ouvrier, tout comme Marianne Debouzy, Marie-Noëlle Thibault, Claude Willard et Michel Winock qui sont eux-aussi recrutés dès la première rentrée.

⁵⁰ *Ibid.*

⁵¹ Vincent Duclert, nécrologie de Madeleine Rebérioux, *Le Monde*, 9 février 2005.

⁵² Jean Bruhat, *Il n'est jamais trop tard, op. cit.*, p. 226.

Marianne Debouzy (née en 1929)

Née à Paris dans une famille engagée de gauche républicaine marquée par l'affaire Dreyfus, elle obtient une licence d'anglais en 1949 puis une bourse Fulbright qui lui permet de poursuivre deux années d'études aux États-Unis, à Bryn Mawr puis à Yale, entre 1950 et 1952. Elle est ensuite reçue en 1954 à l'agrégation d'anglais et enseigne brièvement dans le secondaire, jusqu'à sa nomination comme assistante à l'université de Lille en 1956. « Elle se spécialisa alors dans les études américaines, relativement marginales en France à cette période ».

Elle participe, avec Pierre-Vidal Naquet, à la fondation du Comité Maurice Audin contre la guerre et contre la torture en Algérie, dont les réunions se tiennent dans l'appartement de ses parents, les Lalande, très impliqués dans le comité de rédaction de la revue *Vérité-liberté*, ce qui leur vaut un plastiquage de la part de l'OAS⁵³.

Elle soutient sa thèse de doctorat en 1967, publiée dès l'année suivante, intitulée *La Genèse de l'esprit de révolte dans le roman américain (1875-1915)*.

Auteure, avec Pierre Dommergue et Hélène Cixous – « fondateurs de Vincennes » –, d'un ouvrage qui paraît en 1968 chez A. Colin, *Les États-Unis d'aujourd'hui par les textes*, elle est tôt associée au projet de Vincennes. Elle ne rejoint cependant pas les anglicistes, en raison de dissensions personnelles⁵⁴. Madeleine Rebérioux, rencontrée au sein du comité Audin, et qui l'a fait collaborer aux *Annales* et, plus tard, au *Mouvement social* à propos de l'histoire des États-Unis, lui offre de rejoindre le département d'histoire.

Claude Willard (1922-2017)

Il est le fils de deux militants communistes, l'avocat Marcel Willard qui a assuré la défense de Georges Dimitrov, dirigeant communiste bulgare, au procès des incendiaires du Reichstag en décembre 1933, et de Germaine Willard, née Granjux, peintre et éditrice de publications des surréalistes et des dadaïstes. Jeune adolescent, il se rend à deux reprises en Union soviétique puis en Autriche, dans des camps de « pionniers soviétiques ». Il côtoie chez ses parents, dans le VI^e arrondissement de Paris, les plus hauts responsables politiques communistes français – dont beaucoup sont présents lors de son mariage en 1946 – et ce jusqu'au décès de son père en 1956.

Il poursuit ses études entre les lycées parisiens Montaigne et Louis-Le-Grand et est admis en khâgne à Henri IV – délocalisée en Rennes en raison de la guerre. Il vit celle-ci dans la clandestinité et rallie la Résistance en 1943, en même temps qu'un engagement communiste. « Pendant la libération de Paris, il participa dès le 19 août 1944 à l'occupation du Ministère de la Justice. Il fit valoir ses états de service au moment de passer l'agrégation et fut classé (3^e) sur la liste destinée aux étudiants résistants »⁵⁵.

Sa licence d'histoire entreprise à la Sorbonne pendant la guerre est obtenue à la Libération, suivie en 1945 par un DES consacré à Babeuf. Il enseigne dans le secondaire après l'obtention

⁵³ <http://maitron-en-ligne.univ-paris1.fr/spip.php?article21694>, notice DEBOUZY Marianne [née LALANDE Marianne] par Vanessa Codaccioni, version mise en ligne le 25 octobre 2008, dernière modification le 3 juin 2017.

⁵⁴ Elle reproche à H. Cixous d'avoir signé l'ouvrage précité sans y avoir contribué, source : entretien de Marianne Debouzy avec Christelle Dormoy, 17 avril 2008.

⁵⁵ <http://maitron-en-ligne.univ-paris1.fr/spip.php?article183320>, notice WILLARD Claude [WILLARD Jean-Claude] par Annie Burger-Roussennac, version mise en ligne le 12 août 2016, dernière modification le 22 mars 2018.

de son agrégation, années durant lesquelles il est syndiqué au SNES puis entame une thèse sous la direction d'Ernest Labrousse, en 1954, dédiée au guesdisme qu'il analyse comme un parti marxiste précurseur du parti communiste et pour laquelle il obtient un détachement au CNRS. Soutenue dix ans plus tard, elle est publiée dès 1965 et fait de lui l'« un des pionniers de l'histoire ouvrière et sociale dans le monde académique, absente jusqu'alors de l'université »⁵⁶.

Entre temps, « il devint membre en 1950 du cercle des historiens communistes de la Fédération de la Seine et y évolua dès lors exclusivement. Il en devint l'une des figures centrales. Il y mit initialement son expertise d'historien au service des luttes du moment. Il défendit dans divers articles et notes de lecture les choix de l'URSS avant et pendant la deuxième guerre mondiale »⁵⁷. Il constitue ainsi l'« un des auteurs du manuel officiel historique du PCF publié en 1964 »⁵⁸. Ensuite, il appartient « de 1966 à 1979 à l'équipe de direction de l'Institut Maurice Thorez. Directeur adjoint, il fut l'homme de confiance et l'interlocuteur des principaux responsables Georges Cogniot, Victor Joannès et de Jean Burles. Il apporta sa caution d'universitaire aux projets de l'IMT, par exemple pour le colloque organisé à l'occasion du 50e anniversaire du parti communiste en 1970 »⁵⁹.

Il est spécialiste du mouvement ouvrier aux XIX^e et XX^e siècles et du guesdisme en particulier, auxquels il a consacré plusieurs ouvrages, ainsi qu'au *Socialisme et communisme français*. Il est aussi l'un des membres fondateur de la revue *Mouvement social* en 1964.

Il est « élu assistant à la Sorbonne en 1961. Je supportais très mal le style qui régnait à la Sorbonne, une atmosphère de discipline, de commandement. J'ai fui la Sorbonne pour Nanterre dès la fondation, en 1964. J'étais volontaire pour participer à la nouvelle université. À Nanterre, le mandarinat était beaucoup moins fort, au moins au département d'histoire dirigé par François Crouzet et René Rémond, ce qui explique qu'il n'y ait pas eu de graves problèmes internes au moment de Mai 68. Contrairement à la Sorbonne où nous étions traités comme des domestiques, les assistants et les maîtres-assistants participaient à l'administration du département ».

C'est donc à Nanterre qu'il vit les événements de « 68 ». « J'é mets immédiatement des réserves, notamment à l'encontre du Mouvement du 22 mars, du gauchisme libertaire et de Cohn-Bendit, que j'ai affronté verbalement à plusieurs reprises dans les couloirs de Nanterre. Ce gauchisme libertaire était dominant parmi les étudiants de la faculté mais c'était moins vrai dans le département d'histoire [...] Si nous nous battions pour la même cause, nous n'étions pas d'accord sur les méthodes, notamment les blocages de cours et les violences physiques, par exemple dans le département de sociologie. J'étais en outre opposé à l'idéologie qui animait ces nombreux groupuscules : les libertaires, les maoïstes et les trotskystes. J'ai toutefois participé à plusieurs manifestations pour la défense de la classe ouvrière et la défense des étudiants contre la répression policière [...] je ne croyais pas à une nouvelle révolution, mais c'était un mouvement d'ampleur exceptionnelle. J'ai connu 1936, la Libération et j'avais conscience que c'était un événement d'importance, surtout le mouvement social, je croyais qu'il induirait des changements dans tous les domaines de la société »⁶⁰.

Il quitte Nanterre à la rentrée suivante pour l'université de Poitiers mais rejoint finalement le

⁵⁶ Jean-Numa Ducange, dans Pierre Chaillan, « Claude Willard, l'historien du mouvement ouvrier, est décédé », 1^{er} Décembre, 2017, Humanite.fr

⁵⁷ <http://maitron-en-ligne.univ-paris1.fr/spip.php?article183320>, notice WILLARD Claude, *doc. cit.*

⁵⁸ Jean-Numa Ducange, *art. cit.*

⁵⁹ <http://maitron-en-ligne.univ-paris1.fr/spip.php?article183320>, notice WILLARD Claude, *doc. cit.*

⁶⁰ « Willard C., Entretien avec Pierre Singaravélou, 25 janvier 2008 », *Le Mouvement Social* 2008/2, N° 223, p. 30-32.

centre universitaire de Vincennes dès janvier 1969. « *Il s'agit d'une opportunité de concevoir et de mettre en pratique un enseignement nouveau, avec de nouveaux programmes, de nouveaux objets (la banlieue⁶¹), de nouvelles relations entre professeurs et étudiants* »⁶².

Rétrospectivement, il s'interrogeait sur la portée de 68 et de ses suites sur ses pratiques d'enseignement et de recherche : « *Peut-être que mai 68 a transformé mes rapports avec les étudiants et a pu influencer nos thèmes de recherches. À Vincennes, j'ai créé un groupe de recherches sur la banlieue (avec le soutien du CNRS)* »⁶³.

« Claude Willard fut un militant communiste d'une fidélité "absolue" (l'expression est de Roger Martelli). Jamais il n'exprima publiquement hors de milieux communistes de réserves ou de critiques, ni ne prit de distance. Il demeura membre et assumait les politiques successives »⁶⁴.

Son engagement se concentra à partir des années 1990 sur la direction de l'Association des Amis de la Commune, considérant que « *l'œuvre de la Commune est remarquable et d'une grande actualité : la démocratie avec des élus sur mandat impératif et révocable, les premiers pas vers l'émancipation des femmes (à travail égal, salaire égal), les étrangers citoyens à part entière, la création de la laïcité (séparation des églises et de l'État bien avant 1905, fondation de l'école laïque avant Jules Ferry)...* »⁶⁵.

Michel Winock (né en 1937)

Né dans le 14^e arrondissement de Paris, de deux parents employés, il fait ses études primaires à Arcueil, puis au lycée Lakanal de Sceaux et à la Sorbonne où il prépare avec succès l'agrégation et obtient un DES d'histoire consacré aux *Types sociaux de la Monarchie de Juillet dans l'œuvre de Flaubert*.

Il enseigne dans le secondaire à Montpellier, Versailles puis Sceaux, de 1961 à 1968⁶⁶.

Il a publié au Seuil, avec Jean-Pierre Azéma, deux ouvrages : l'un en 1964, consacré aux *communards*, et l'autre l'année suivante, intitulé *Précis des guerres*, portant sur Napoléon.

Au moment de son recrutement comme assistant à Vincennes, il est en thèse d'histoire sous la direction de Claude Willard, dont il ne partage pas l'engagement communiste. Comme ses nouveaux collègues de Vincennes, Julliard et Jacques Ozouf, il est alors au Parti socialiste unifié (PSU) dont il partage les thèses autogestionnaires, proche de la CFDT⁶⁷, et collabore à la revue *Esprit* et aux éditions du Seuil pour lesquelles il est « conseiller littéraire et fondateur des collections Points-Histoire et Univers historique » entre 1969 et 2004⁶⁸.

Il décrit ainsi le public étudiant de Vincennes : « Tous les étudiants très politisés, mais environ 50% d'étudiants très militants : Mao, communistes, grands affrontements entre communistes et gauchistes »⁶⁹.

Durant son passage à Vincennes, il publie *Histoire politique de la revue Esprit, 1930-*

⁶¹ Cet objet ne sera travaillé qu'après le déménagement de Paris 8 de Vincennes à Saint-Denis qui a lieu l'été 1980.

⁶² « Willard C., Entretien avec Pierre Singaravélou, 25 janvier 2008 », *doc. cit.*

⁶³ *Ibid.*

⁶⁴ <http://maitron-en-ligne.univ-paris1.fr/spip.php?article183320>, notice WILLARD Claude, *doc. cit.*

⁶⁵ « Willard C., Entretien avec Pierre Singaravélou, 25 janvier 2008 », *doc. cit.*

⁶⁶ *Who's who in France*, Paris, Lafitte, 2018.

⁶⁷ Source : entretien de Michel Winock avec Sophie Quief-Masse, communiqué par cette dernière, que je remercie.

⁶⁸ *Who's who in France*, Paris, Lafitte, 2018.

⁶⁹ Source: entretien de Michel Winock avec Sophie Quief-Masse, *doc. cit.*

1950(1975) et *La République se meurt, 1956-1958* (1978). Il y reste jusqu'à 1979 et rejoint alors l'IEP de Paris, où il fait le reste de sa carrière, entrecoupée de plusieurs séjours dans des universités étrangères.

Il soutiendra finalement une thèse sur travaux à 50 ans, sous la direction de René Rémond, intitulée « Crises et idées de crises en France de 1871 à 1968 ».

Marie-Noëlle Thibault (née en 1942)

« Née dans une famille bourgeoise d'Annecy, Marie-Noëlle Thibault, fille d'un ingénieur des Mines, grand manager industriel, est confiée jusqu'au lycée aux bons soins d'une traditionnelle institution religieuse »⁷⁰. Elle se politise à gauche avec la guerre d'Algérie : « *Cela a été décisif pour ma vie [...] Le 17 octobre 1961, des manifestants algériens sont massacrés dans la rue à Paris. Cela m'a décidée à entrer à l'Union des Étudiants Communistes, qui était alors en opposition avec le PC, et j'y suis restée jusqu'en 1965. De toute l'histoire du communisme français, l'UEC a été la seule opposition ouverte, publique : nous n'acceptons plus la tutelle du PC* »⁷¹.

Elle adhère au préalable à l'UNEF à son entrée à l'université, en 1960, et « devient rapidement une figure en vue du secteur Lettres de l'UEC, fort de quatre cents recrues, et en est élue secrétaire. L'accession au BN sanctionne, dans la foulée, une autorité politique qui s'affirme » et lui vaut bientôt le « surnom de passionaria de l'UEC dont quelques admirateurs l'ont affublée »⁷².

Le militantisme la forme non seulement politiquement mais constitue une voie d'accès à l'histoire et la philosophie politique : « *Je me suis formée de A à Z pendant ces années, car j'allais rarement en cours... Il était formidable de lire, de réfléchir, théoriser et de confronter ensuite directement notre réflexion théorique à notre pratique politique* »⁷³. Ainsi, d'après les auteurs de *Génération*, « Marie-Noëlle Thibault et la bande du cercle d'histoire [de l'UEC] possèdent sur le bout des doigts chaque recoin de la saga du mouvement ouvrier »⁷⁴.

Elle est reçue première à l'agrégation d'histoire en 1966, au cours de laquelle Mossé, qui est membre du jury, la repère⁷⁵.

Elle arrive à Vincennes par l'entremise de Bouvier, dont elle partage la spécialisation en histoire économique. « *L'ambiance était extraordinaire, même si elle pouvait différer en fonction des départements et des disciplines. Le département d'Histoire auquel j'appartenais a toujours été extrêmement sérieux. [...] Nous souhaitions profiter de l'incalculable liberté dont nous disposions pour améliorer certaines tares de l'enseignement supérieur. Premièrement, nous voulions abolir les rapports hiérarchiques entre les enseignants. Par exemple, les responsables au sein du département étaient désignés par roulement selon l'ordre alphabétique. De même, les horaires étaient répartis également entre les différents types d'enseignants. Deuxièmement, nous avons beaucoup pratiqué l'enseignement des cours à plusieurs. Enfin, nous ne voulions plus laisser l'enseignement de l'histoire enfermé dans des catégories rigides : Histoire ancienne, Histoire du Moyen-âge et Histoire contemporaine, mais bâtir ensemble un enseignement de l'histoire du monde contemporain qui mobiliserait*

⁷⁰ Hervé Hamon et Patrick Rotman, *Génération*, vol 1. *Les années de rêve*, Paris, Seuil, 1987, p. 113.

⁷¹ <https://www.univ-paris8.fr/De-Marie-Noelle-Thibault-a-Dominique-Manotti>

⁷² Hervé Hamon et Patrick Rotman, *Génération*, op. cit., p. 114 et 212.

⁷³ <https://www.univ-paris8.fr/De-Marie-Noelle-Thibault-a-Dominique-Manotti>

⁷⁴ Hervé Hamon et Patrick Rotman, *Génération*, op. cit., p. 175.

⁷⁵ Source : entretien de Claude Mossé avec Sophie Quief-Masse, communiqué par cette dernière, que je remercie encore.

tous nos savoirs. Par ailleurs, nous voulions casser le lien systématique unissant l'histoire et la géographie, et préférions créer des passerelles avec d'autres disciplines, comme la littérature, ou l'économie qui était mon domaine [...] Durant quatre ou cinq ans, notre liberté était absolue, nos étudiants fantastiques. Nous pouvions organiser les études comme nous le voulions et elles étaient reconnues par un diplôme national. Les étudiants non bacheliers étaient accueillis sur la base de leur expérience professionnelle – cinq ans au minimum – qui remplaçait l'examen d'entrée. Ils venaient de toute la France pour participer à l'aventure »⁷⁶.

A partir de 1969, elle s'investit dans *Les Cahiers de mai*. « Les membres des Cahiers de mai sillonnaient le terrain des luttes partout en France, discutaient avec leurs protagonistes lors de réunions "à chaud", composées de travailleurs syndiqués ou non, recueillaient leurs expériences, leurs réflexions, leurs projets, les mettaient en forme, les restituaient à leurs interlocuteurs, puis, avec leur accord, les publiaient dans les Cahiers et les faisaient circuler dans toute la France. C'était un travail passionnant. Il nous fallait, dans les discussions collectives, réussir à dépasser une sorte de "langue de bois des luttes", le tout venant, pour que les gens crachent ce qu'ils avaient dans le corps, leurs espoirs et leurs rêves. Bien souvent, nos interlocuteurs étaient eux mêmes surpris et contents de ce qu'ils étaient parvenus à dire[...] Dans la foulée de l'expérience des Cahiers, je suis entrée à la CFDT, où la liberté de pensée et d'action, la recherche de l'innovation sociale étaient extraordinaires »⁷⁷. Elle est d'abord au SNESup, dont elle fait partie de la direction à Vincennes⁷⁸ et face à sa reprise en main par le PCF, elle adhère au SGEN et à la CFDT en 1971-1972 et y est élue à l'union départementale en 1976, moment où elle devient membre de la commission « travailleuses » confédérale⁷⁹.

« De 1960 à 1981, l'engagement a été le centre de ma vie »⁸⁰, témoigne-t-elle.

Par la suite, elle est devenue, sous le pseudonyme de Dominique Manotti, auteure de romans policiers, fortement documentés et concernant des thèmes sociaux-politiques tels que la grève du Sentier ou "l'affaire Théo".

Peu après l'ouverture effective du centre universitaire qui accueille ses premiers étudiants en décembre 1968, Duroselle démissionne le 26 janvier 1969 en déplorant, dans la lettre qui l'officialise, la place congrue laissée à la recherche à Vincennes, au profit des langues et du premier cycle, et parle sans concession d'un « *super IUT [...]* et non d'une université digne de ce nom [...] J'avais l'espoir [dit-il] de trouver à Vincennes les éléments pour la création de la plus belle université européenne des prochaines années. Il n'en est rien. [...] Je passerais volontiers sur l'insupportable atmosphère qui règne actuellement à Vincennes, où une minorité d'agitateurs rend tout travail impossible [...] le

⁷⁶ <https://www.univ-paris8.fr/De-Marie-Noelle-Thibault-a-Dominique-Manotti>

⁷⁷ *ibid.*

⁷⁸ Source: compte rendu d'un entretien de « Marie-Noëlle » avec Assia Melamed, Fonds Mémoires 68 (France) : sous-fonds Melamed Assia, F delta res 0696/13, BDIC.

⁷⁹ Michelle Zancarini-Fournel et Michelle Perrot, « Témoignages », *Clio*, numéro 3-1996, *Métiers, Corporations, Syndicalisme*, [En ligne], mis en ligne le 24 mars 2003. URL : <http://clio.revues.org/index471.html>. Consulté le 07 avril 2009.

⁸⁰ <https://www.univ-paris8.fr/De-Marie-Noelle-Thibault-a-Dominique-Manotti>

pouvoir a été accaparé à Vincennes par une sorte de « gang » constitué par les comités d'action et par une minorité d'enseignants démagogues. »⁸¹.

La place laissée vacante par Duroselle est occupée à partir de la rentrée suivante par René Gallissot.

René Gallissot (né en 1934)

Il reçoit ce qu'il décrit comme « une éducation familiale traditionaliste catholique mais ouverte sur le monde sur le mode missionnaire »⁸². La mort de Staline en 1953 lève la barrière à son engagement communiste qu'il contracte en 1955, au moment de son entrée à l'Ecole Normale Supérieure de St Cloud. A partir de 1956, il se considère comme « intellectuel critique au sein du P.C.F. ».

« Avoir 20 ans en 1954 me fait appartenir à la "génération intellectuelle et politique algérienne", pour dire marquée à la fois par l'irruption d'une guerre de libération nationale toute proche mettant en cause directement l'idéologie nationaliste en France, et par le refus communiste français et soviétique de donner la priorité militante aux luttes de libération et non pas au maintien de l'ordre de coexistence pacifiste entre l'U.R.S.S. et les États-Unis »⁸³.

Il est responsable des Comités d'Action contre la guerre d'Algérie du Cartel des ENS et participe aussi, en 1960, au groupe Curiel pour acheminer le courrier de prêtres algériens au ministre Edmond Michelet⁸⁴.

Il fréquente les séminaires de la Maison des sciences de l'homme à Paris de Georges Haupt et de Claudie Weill, puis part au Maroc pour ses recherches de thèse secondaire.

Agrégé en 1960, il est ensuite mobilisé en Algérie, comme coopérant militaire puis civil. Il enseigne à l'Université d'Alger de 1962 à 1968.

Entre temps, il soutient en 1963 sa thèse de troisième cycle intitulée *Le patronat européen au Maroc : Action sociale-Action politique, 1931-1942*, publiée l'année suivante et publie en outre, depuis 1961, sur l'économie de l'Afrique du Nord et, à partir de 1968, plus particulièrement sur celle de l'Algérie.

« L'Algérie et le Maghreb ne me quittent pas alors que je m'inscris en thèse avec l'historien Jacques Droz sur les Internationales et la question nationale et coloniale. Ma thèse contribuera aux chapitres de la Storia del marxismo sur marxisme et question nationale et sur l'impérialisme, à l'école de l'historien Eric Hobsbawm (Turin, Einaudi, vol.2, 1979 et vol.3, 1981). Tous les ans, mon séminaire prend l'intitulé "socialisme et nationalisme" jusqu'à mon retour à la Sorbonne pour mai 1968, puis le passage à Vincennes-Paris 8 ».

Il arrive donc à Vincennes en septembre 1969.

Il soutient sa thèse d'Etat à Paris I en 1988 et dirige, plus tard l'Institut Maghreb-Europe, ainsi que la revue *L'Homme et la Société* et devient membre de la Conférence internationale des historiens du mouvement ouvrier.

« Ses recherches sont consacrées à la question nationale : marxisme et question nationale, mouvement ouvrier international, nationalisme, syndicalisme et communisme dans le monde

⁸¹ Source : Lettre de démission de J.-B. Duroselle, 26 janvier 1969, adressée au Ministre Edgar Faure mais visée par le recteur R. Maller, Fonds 1140W4 du Rectorat de Paris.

⁸² revueperiode.net/generation-algerienne-entretien-avec-rene-gallissot/, consulté le 13 avril 2018, entretien mené par Selim Nadi.

⁸³ *Ibid.*

⁸⁴ Abdellatif Mansour, « René Gallissot : un historien de terrain », *Maroc Hebdo*, n° 342, 17/23, 1998.

arabe, et maintenant : racisme et immigration, relations interethniques »⁸⁵.

A la rentrée suivante, 1970-1971, Droz qui est le premier Président de Vincennes, la quitte pour retrouver la Sorbonne, fatigué d'être pris à partie par des « gauchistes », dont M.-N. Thibault qui témoigne lui avoir dit au cours d'une réunion du département : « *Vous ne vous rendez pas compte, votre seule présence est une provocation...* », à la suite de quoi il est sorti pour ne jamais revenir. Elle se rappelle aussi que « *Bouvier a failli atterrir dans le bassin avant les élections [universitaires de 1969]. Il était très autoritaire. Dans son cours à Lille, on entendait les mouches voler. Il a eu du mal à "s'y mettre"* »⁸⁶. Toutefois lui reste à Vincennes jusqu'à la fin de l'année 1976-1977 et écrira, comme déjà évoqué, « en 1978, que s'il avait été heureux une fois dans sa vie en enseignant, c'était dans cette université-là »⁸⁷.

A part Ozouf et Bruhat qui quittent le département après trois ans – le second partant en retraite – l'équipe enseignante ainsi constituée et complétée par les recrutements d'Odile Redon, Marie-France Rouan, Jacques Thobie, Jacques Gélis, Jacques Marseille, Jean Maurin et Roger Bourderon sera stable durant les années 1970, voire au-delà pour une grande partie. Cette équipe est renforcée par des chargés de cours spécialistes de l'Afrique (Benedeto Manacorda et Diana Rey-Hulman), du Maghreb (Juliette Bessis), de la Turquie (Yildiz Sertel), et de l'Amérique latine (Marie-Aurélien Garcia, le brésilien Mario Figueroa et Hernan Ramirez-Necochea, professeur d'histoire de l'université du Chili, communiste réfugié à Paris depuis le coup d'Etat de 1973).

Avec 25 enseignants titulaires au départ et 26 en 1978⁸⁸, le département d'histoire constituera durablement la deuxième équipe pédagogique la plus fournie de Vincennes, après celle d'anglais.

L'évolution du profil des étudiants

La première année de Vincennes, 1 700 non bacheliers ont été inscrits « après avoir

⁸⁵ *Ibid.*

⁸⁶ Compte rendu d'un entretien de « Marie-Noëlle » avec Assia Melamed, *doc. cit.*

⁸⁷ Patrick Fridenson, « L'élan de Jean Bouvier », *art. cit.*

⁸⁸ Charles Soulié (dir.), *Un mythe à détruire ? Origines et destin du centre expérimental de Vincennes*, *doc. cit.*, p. 472.

satisfait à des tests définis par les départements »⁸⁹ et composeraient ainsi 21,5 % de l'ensemble des étudiants vincennois – C. Soulié évoque le chiffre de 18 %⁹⁰ ; les hommes sont majoritaires (51 %)⁹¹ et sont donc très surreprésentés par rapport au reste des facultés de lettres et sciences humaines où les femmes composent alors en moyenne les deux-tiers des effectifs ; et les étudiants étrangers représenteraient autour de 15 % des inscrits⁹².

On compte 7 904 étudiants inscrits à Vincennes, dont seulement 103 en troisième cycle, les étudiants de première année représentant plus de 73 % de l'ensemble des effectifs, avec toutefois des disparités très fortes selon les départements puisqu'ils représentent plus de 90 % des étudiants inscrits en dominante arts ou droit et sont, en revanche, sous-représentés parmi ceux en histoire (46 %) où les « spécialistes », plus enclins à se destiner aux carrières d'enseignement ou d'historiens « professionnels », sont donc proportionnellement plus nombreux, ce qui se manifeste aussi sans doute par un recrutement scolaire et social tendanciellement plus élevé.

Tableau n°1 : Répartition par cycles des étudiants du département d'histoire de Vincennes en 1968-1969⁹³

Département	Premier cycle	Licence	Maîtrise	Total dominante	Part du premier cycle	Sous-dominante	Total (avec sous-dominante)
Histoire	284	317	17	618	46 %	1 054	1 672
Total Vincennes (hors troisième cycle)	5 789	1 781	231	7 807	74 %		

Les effectifs des étudiants inscrits en dominante histoire (premier cycle, licence, maîtrise) tombent de 618 la première année de Vincennes à 425 la seconde – alors même que Paris VIII accueille à l'époque 10 000 étudiants –, puis les effectifs du département remontent

⁸⁹ Source : « Bulletin officiel du conseil provisoire du centre universitaire expérimental de Vincennes octobre 1969 », Fonds Mémoires 68 (France) : sous-fonds Melamed Assia, F delta res 0696/10, BDIC.

⁹⁰ Source : « tableau n°2 : l'évolution du public de Vincennes des origines au déménagement », dans Charles Soulié (dir.), *Un mythe à détruire ? Origines et destin du centre expérimental de Vincennes*, op. cit., p. 187.

⁹¹ *Ibid.*, p. 195.

⁹² Il s'agit de la part qu'ils représentent à Vincennes en 1969-1970, contre 11 % à l'échelle nationale, cf. *Ibid.*, p. 401.

⁹³ Source : « Étudiants définitivement inscrits le 27 février 1969, Fonds Mémoires 68 (France) : sous-fonds Melamed Assia, F delta res 0696/2, BDIC. Nous avons rajouté la colonne « Total (dominante + sous-dominante) », dont les résultats sont identiques à ceux du document de la Commission « problèmes de la rentrée 1969-1970 » réunie le 7 juillet 1969, Fonds Mémoires 68 (France) : sous-fonds Melamed Assia, F delta res 0696/10, BDIC.

doucement jusqu'à 1 193 en 1975-1976⁹⁴ – sur les 30 000 étudiants que comptent alors Vincennes⁹⁵. La part d'hommes parmi les étudiants d'histoire est de près de 59 % en 1974-1975⁹⁶. Celle des étrangers est de 37 % (n = 388) en 1977-1978 (contre 45 % à l'échelle de Vincennes), parmi lesquels 57 % sont issus d'Afrique, 7 % d'Asie, 17 % d'Amérique et 18 % d'Europe⁹⁷. On ne sait pas la part qu'occupent les non-bacheliers parmi les étudiants du département, mais ils sont 19 % en 1969-1970 à Vincennes, 46 % en 1970-1971 et 34 % en 1975-1976⁹⁸.

Outre ces données statistiques issues des services administratifs de l'université, on dispose des résultats d'une enquête par questionnaires menée par un « groupe de dix “camarades” [du département d'histoire] dans le cadre d'une UV “bilan”, en juin 1971 »⁹⁹. Sur les 210 réponses obtenues d'étudiants fréquentant les UV du département d'histoire, 122 envisagent l'enseignement comme profession, 46 une « autre profession » et 42 ne répondent pas. A la question « pourquoi êtes-vous venus à Vincennes ? », les réponses s'articulent ainsi :

1. Pluridisciplinarité (95)
2. Expérience (81)
3. Salariés (71)
4. Cours du soir (71)
5. Contrôle des connaissances (69)
6. Cours intéressant (60)
7. Non bacheliers (44)
8. Raisons politiques (34)

A la question « participez-vous à une activité politique ou syndicale sur la fac ? » seulement 29 ont répondu « oui », contre 140 « non », les plus militants étant issus des rangs de « l'UEC, l'UNEF-Renouveau¹⁰⁰ et l'AJS¹⁰¹ ». Ils sont néanmoins majoritaires à fréquenter les « AG » de département et de la « fac ». Ce « bilan » précise encore :

⁹⁴ Charles Soulié (dir.), *Un mythe à détruire ? Origines et destin du centre expérimental de Vincennes*, op. cit., p. 459.

⁹⁵ *Ibid.*, p. 187.

⁹⁶ *Ibid.*, p. 463.

⁹⁷ *Ibid.*, p. 466.

⁹⁸ *Ibid.*, p. 87.

⁹⁹ « Bilan » (Juin 71, 67 pages, Vincent Vidal), Fonds Mémoires 68 (France) : sous-fonds Melamed Assia, F delta res 0696/12, BDIC.

¹⁰⁰ Courant lié à l'UEC.

¹⁰¹ Association des jeunes pour le socialisme.

« Il faut d'abord constater que le département n'a pas bonne réputation sur le plan de l'agitation auprès des autres départements. L'originalité est que les départements ultra-gauchistes le considèrent comme un département de REACS autant profs qu'étudiants [...]. Inversement, nous, étudiants, avons dans certains départements (notamment italien) la réputation d'être d'« affreux » gauchistes [...]. L'UEC et la Ligue communiste étaient présentes dès la rentrée 1968 mais, de fait, il n'y a pas eu création d'un monopole politique. Ce qui a permis à des organisations peu importantes (en nombre d'adhérents) de ne pas disparaître en dépit des très fortes pressions qu'elles subissaient au-dehors (AJS, AMR, H.R) [...]. On observe que toutes les organisations sont représentées sur le département (exceptés les groupes maoïstes) ce qui constitue une situation originale qui n'est pas vérifiée pour les autres départements. »

Rebérioux confirme en évoquant la «*présence nombreuse de trotskistes mais" heureusement, pas de maos"* ». Elle souligne aussi que «*ces premiers étudiants de Vincennes, même ceux de première année, n'avaient pas de problèmes culturels : c'étaient souvent des leaders politiques ou syndicaux, des militants sachant s'exprimer* »¹⁰². Bouvier qui considère, comme on l'a vu, que l'intérêt de Vincennes tient à ses étudiants atypiques, partage cette perception. Pourtant il «*attaqué à sa première séance de cours pour avoir imposé son programme* », avec des «*affiches de 2mx2m qui le dénoncent* ». «*Le choc est rude* », il est «*bouleversé mais ne cède pas. Ces étudiants restent et deviennent des copains. En général c'était des cracs (surtout la LCR), ils ne se tapent pas sur la gueule* »¹⁰³.

La politisation à gauche et l'engagement militant, dénominateur commun à une grande part de ces Vincennois, enseignants et étudiants, crée un terrain commun sur lequel s'affronter et échanger, en « AG » mais aussi au sein même des cours, contribuant à réduire l'asymétrie de la relation pédagogique. L'histoire du mouvement ouvrier, alors très étudiée au sein des organisations politiques trotskistes, maoïstes et communistes, et objet d'affrontement entre elles, constitue un enjeu politique et historiographique particulièrement saillant. A travers les témoignages suivants, on voit que les rapports entre enseignants et étudiants à Vincennes, au moins dans ce département d'histoire, sont inextricablement politiques et pédagogiques :

Bouvier : « Alors qu'à la reprise du travail après une grève, les gauchistes lui demandent de décliner son identité et menacent de le foutre à l'eau (idem une autre fois pour un imparfait du subjonctif !), il dit "est-ce que vous croyez que vous êtes en train d'agir politiquement ?". Ce truc marchait presque à tous les coups »¹⁰⁴.

¹⁰² Compte rendu d'un entretien de Madeleine Rebérioux avec Assia Melamed, *doc. cit.*

¹⁰³ Compte rendu d'un entretien de Jean Bouvier avec Assia Melamed, *doc. cit.*

¹⁰⁴ *Ibid.*

Bruhat : « Oserais-je dire que ma "pratique" de militant politique m'a servi ? Un cours devenait une sorte de "débat" : je l'introduisais, j'écoutais les étudiants qui avaient (pas tous évidemment) été invités à réfléchir au thème qui allait nous occuper pendant deux heures et je concluais sans imposer naturellement mes opinions. Quand on est en face d'étudiants qui ont suivi le cursus classique, on sait (en principe) ce qu'ils ont été conduits à apprendre. Il y a en eux comme un curriculum des connaissances. En présence des "Vincennois", c'est l'inconnu. On va de surprise en surprise. Il y a des "trous" étonnants. On doit les inviter à les combler et leur en fournir les moyens. Au contraire, il arrive que ces étudiants aient beaucoup lu. Je traitais un jour du mouvement ouvrier en 1914. J'ai constaté que, dans l'auditoire, beaucoup de salariés avaient lu *Les Cloches de Bâle* d'Aragon et *L'Été 1914* de Roger Martin du Gard (Plus que les étudiants "ordinaires", ils avaient fréquenté les bibliothèques municipales et de quartiers beaucoup trop ignorées). Ce n'est évidemment qu'un exemple. Mais, en voici un autre qui concerne les méthodes d'enseignement adaptées aux circonstances. C'était tout à fait au début. Je traitais du mouvement ouvrier et parallèlement des doctrines socialistes. Comment faire avec un public animé des meilleures intentions "gauchistes" pour qui devait être brisé le rapport enseignant-enseigné ? J'ai pris un tract répandu dans la faculté, tract chargé de références au vocabulaire marxiste. J'ai mis au tableau des mots ou expressions qui figuraient dans le tract : "plus-value", "valeur d'échange", "baisse tendancielle du taux de profit", etc. J'ai demandé qu'on me les explique et je me suis assis. Une attente pénible ! Puis un étudiant s'est levé : "Nous reconnaissons, non pas votre supériorité, mais votre avance chronologique sur nous". C'était fini et les rapports étudiants-enseignants sont, pour ce qui me concerne, devenus excellents »¹⁰⁵.

Extraits d'un entretien avec Pierre H. (1945), étudiant salarié et non-bachelier inscrit en licences d'Histoire et de Géographie – qu'il obtiendra toutes les deux – à Vincennes, d'octobre 1970 à juin 1974, passé de permanent du PCF à la Ligue communiste à l'occasion de son passage à Vincennes¹⁰⁶ :

C.D.R. : J'ai l'impression que l'époque, enfin le milieu était très politisé mais avait, comment dire ? C'était aussi très théorique. On lisait beaucoup les grands auteurs, enfin les grands auteurs, j'entends Marx, Engels...

P.H. : Trotski, ça lisait beaucoup

C.D.R. : Ouais, c'est le cas ? Donc du coup, pour être crédible politiquement fallait aussi être un grand lecteur ?

P.H. : Ben au PC il n'y avait pas d'exigences dans les écoles, enfin les écoles étaient au niveau de la responsabilité que chacun pouvait avoir. Normalement j'aurais dû aller à l'école centrale au moment où... Donc l'école d'un mois, avant l'école d'un an à Moscou. J'aurais dû aller à l'école d'un mois où on lit les grands auteurs, mais j'ai fait que les petites écoles. Mais à la LCR on était en formation permanente ! Dans le cadre des cellules on avait, à part la gestion de..., on organisait des écoles de formation et puis ...

C.D.R. : Qui consistaient en quoi, alors ?

P.H. : C'était le mouvement... ben... il fallait justifier sa filiation, dire c'est comment, pourquoi on en arrive, enfin à l'époque, à la LCR, pourquoi à côté y a LO, pourquoi à côté y

¹⁰⁵ Jean Bruhat, *Il n'est jamais trop tard. Souvenirs*, op. cit., p. 228-229.

¹⁰⁶ Entretien de Pierre H. avec Christelle Dormoy-Rajramanan, réalisé sur le site Pouchet du CNRS, le 19 mars 2009.

a les Lambertistes

C.D.R. : Donc c'était l'histoire du mouvement ouvrier ?

P.H. : L'histoire du mouvement ouvrier, donc la filiation, le point commun qu'il y a encore pour tout le monde, enfin aussi bien les maos, les trotskistes, les staliniens qui est la révolution d'octobre et puis à partir de là, c'est les textes, c'était le *Que faire ?* de Lénine, *La révolution prolétarienne et le renégat Kautsky* [de Lénine], *Ma vie* de Trotsky, évidemment. Y avait des réunions, des conférences, des stages d'été [...]

C.D.R. : Et est-ce que ce que vous aviez appris dans le cadre de cette formation à la Ligue et auparavant au PC, vous servait pour les cours ?

P.H. : A vrai dire... Pour les cours à la fac ? Oui, oui puisque j'ai utilisé... Je le faisais avec quelques profs, avec Delort ça a marché, j'ai réutilisé, c'est vrai que ça se prêtait bien, je ne me souviens plus le titre de l'U.V., y avait un parallèle entre l'histoire des mentalités et l'histoire des progrès techniques et j'ai réutilisé donc *Le rôle de la violence dans l'histoire* puisque c'est les nécessités de faire la guerre qui faisait que les progrès venaient, parce qu'il fallait des armures, machin. Enfin je l'avais juste utilisé un peu en conclusion, une citation ou deux. Mais on pouvait réutiliser... mais en fait je ne l'ai pas trop fait avec les textes classiques, parce qu'après ça faisait... On savait que tel prof était au PC, il fallait faire la citation pour montrer qu'on était du même camp donc il pouvait nous mettre une bonne note, parce qu'il y avait de ça !

C.D.R. : Oui, ça jouait aussi ?

P.H. : Je ne sais pas si on disait lèche-bottes pour ça... « lèche-carte », non ?! Ah oui, y avait beaucoup... du clientélisme, faut quand même en parler

Qu'a donné la rencontre entre cette équipe enseignante et ce public étudiant ? Quels ont été ses effets sur l'enseignement et la recherche en histoire ? Sur le rapport à la politique de ces historiens débutants ou confirmés ? En sachant que le département d'histoire était l'un où le taux d'encadrement était le meilleur de Vincennes avec par exemple, en 1968-1969, un enseignant titulaire pour 67 étudiants contre 167 en psychologie¹⁰⁷, ce qui n'est pas sans conséquence sur le rapport pédagogique et le fait qu'« *il y avait beaucoup de discussions dans les U.V.* » d'histoire¹⁰⁸, qui prennent ainsi la tournure de séminaires. Y interviennent plusieurs enseignants, du département et parfois de l'extérieur, pour des conférences-débats. Gallissot invite ainsi Gérard Chaliand dans une U.V. consacrée au « mouvement communiste en Moyen Orient – donc c'était surtout sur le PC palestinien », U.V. pour laquelle « il fallait faire une synthèse, un résumé en fait des séries de conférences »¹⁰⁹.

« Rebérioux c'était à l'oral, quasiment, des fois. Bon, des fois elle demandait "vous me mettez ça sur papier", on pondait 3-4 pages. Par contre les cours étaient intéressants, c'était vraiment des débats [...] Ca parlait beaucoup [...] Deux fois elle a fait venir des intervenants,

¹⁰⁷ Cf. « Tableau n° 53 : Taux d'encadrement selon les départements en 1968-1969 » dans Christelle Dormoy-Rajramanan, *Sociogenèse d'une invention institutionnelle : le Centre Universitaire Expérimental de Vincennes*, thèse pour le doctorat de science politique, Université Paris Ouest-Nanterre-La Défense, p. 735.

¹⁰⁸ Compte rendu d'un entretien de M. Rebérioux avec A. Melamed, *doc. cit.*

¹⁰⁹ Entretien de Pierre H. avec C. Dormoy-Rajramanan, *doc. cit.*

je ne me souviens plus qui ».

[Il décrit Rébérioux comme « un peu fofolle, elle partait dans tous les sens »]

C.D.R. : Ses cours n'étaient pas tellement construits ? D'une fois à l'autre...

P.H. : Oui c'est ça, d'une fois à l'autre un truc était promis « la semaine prochaine on fera ça, essayez de me lire Proudhon sur machin et on en reparle la semaine prochaine ». Et avec le peu de temps que j'avais, je trouvais un bouquin sur Proudhon, je lisais Proudhon, des fois c'était qu'un Que sais-je ? – y avait pas Wikipédia –, et la séance d'après on faisait autre chose. Ou elle n'était pas là, elle était à un meeting, elle s'excusait, on avait le mot. Y avait souvent des absences d'enseignants, souvent on se cassait le nez sur une porte où y avait personne. Rebérioux quelque fois mêmes, parce qu'elle était assez engagée politiquement [...][A propos de Gallissot] C'était pas le cours magistral, trop magistral. Le souvenir que j'ai de lui c'est plutôt synthétisé, clair, ouvrant sur le débat... Un peu comme Winock.

C.D.R. : Gallissot, il évaluait par des mémoires ?

P.H. : Il fallait une production, ouais.

C.D.R. : Des petits mémoires ?

P.H. : Enfin petits... !¹¹⁰

L'historiographie vincennoise : nouvelles problématiques d'études et de lutte

Compte tenu de la vocation initiale de Vincennes de rompre avec la préparation des concours d'enseignement et de s'orienter vers « le monde extérieur » et le « contemporain »¹¹¹, les historiens contemporanéistes sont majoritaires dans le département et d'autant plus libres de la définition de leurs enseignements. « *Certains enseignants étaient [même] contre la constitution d'un département d'histoire autonome et voulaient le fonder dans les sciences humaines, avec une focalisation sur le contemporain* »¹¹² – « *les partisans du mariage avec la sociologie étaient les gauchistes* »¹¹³, selon Bouvier.

Toutefois, comme l'explique le « Bilan » de 1971, « l'ambition professionnelle des étudiants étant l'enseignement, impossible de ne pas les outiller en histoire moderne notamment, dont les rares enseignants étaient contraints d'assurer l'ensemble de l'enseignement (alors que contemporanéistes plus nombreux et donc plus libres) [...]. Si l'histoire contemporaine reste en position de force, les U[nités] de V[aleur] d'histoire antique, moderne et du moyen-âge sont intégrées dans le cursus obligatoire, dans l'optique d'une licence d'enseignement. Mais leur place est alors insuffisante dans le cadre d'une licence

¹¹⁰ *Ibid.*

¹¹¹ Cf son décret de création.

¹¹² « Bilan » (Juin 71, 67 pages, Vincent Vidal), *doc. cit.*

¹¹³ Compte rendu d'un entretien de Jean Bouvier avec Assia Melamed, *doc. cit.*

préparant à des concours d'enseignement »¹¹⁴.

En ce qui concerne l'histoire contemporaine, sur les 40 « unités de valeur »¹¹⁵ proposées la première année par le département d'histoire, « seulement » sept relèvent (dans une acception assez large) de l'histoire du mouvement ouvrier et des pensées qui l'ont alimenté : « Les révolutions au XIX^e s. », « Aspects généraux du socialisme et du syndicalisme au XX^e s. », « Problèmes politiques du Tiers Monde », « Histoire et doctrines politiques de l'Antiquité à nos jours », « Aspect français du socialisme et du syndicalisme », « Aspect allemand du socialisme et du syndicalisme » et « Les révolutions 1917-1919 »¹¹⁶.

L'implication de Duroselle dans la création de ce département d'histoire peut expliquer le relatif classicisme de son programme d'enseignement en 1968-1969. Son départ libère encore plus le programme du département des impératifs de la préparation des concours nationaux et des thèmes de recherche *mainstream*, tels que les relations internationales européennes et états-uniennes. Son remplacement par Gallissot va contribuer à orienter l'enseignement et la recherche vers des aires géographiques plus « dominées », telles que le Maghreb, le Moyen-Orient et le « Tiers-Monde », répondant ainsi à la demande exprimée dans les commissions pédagogiques d'histoire de mai-juin 1968 de rompre avec l'« européocentrisme ».

La seconde année de fonctionnement de Vincennes, le département propose 62 « UV » dont 15, soit près du quart, ont pour thème les mouvements sociaux, l'impérialisme ou les pensées ou régimes socialistes ou communistes : « Révoltes populaires dans la France d'ancien régime (XVI^e-XVIII^e) », « Jacobins, sans-culottes et communistes dans la Révolution française », « problèmes de l'histoire du mouvement ouvrier français au XIII^e siècle », « Révoltes paysannes au XIX^e siècle et XX^e », « Problèmes politiques du Tiers-Monde », « Sources, problèmes et méthodes d'une histoire du socialisme », « La III^e internationale (1919-1943) », « Stratégie syndicale et lutte de classe en France 1944-51 », « Politique coloniale et décolonisation », « Révoltes populaires en France XI-XIII^e siècles », « La révolution française », « Classes sociales, question nationale et nationalisme », « La Commune de Paris », « Conditions historiques de la formation des démocraties populaires », «

¹¹⁴ « Bilan » (Juin 71, 67 pages, Vincent Vidal), *doc. cit.*

¹¹⁵ Les U.V. sont initiées à Vincennes, sur le modèle américain des *credits*, afin de permettre des cursus « à la carte ».

¹¹⁶ Source : Fonds Vincennes de la bibliothèque universitaire de Paris 8/ V47 : guides de l'étudiant 1968-1979 et V 55 : Programmes 1968-1973, Université Paris 8.

« Les mouvements de contestation aux USA »¹¹⁷.

En 1970-1971, sur 63 « UV », 18, soit près du tiers, sont consacrées au mouvement ouvrier (entendu dans un sens très large) : « Méthodes de l'histoire sociale », « Révolution – contre Révolution », « Conditions historiques de la formation des démocraties populaires : la Roumanie et la Hongrie I et II », « Questions nationales au Proche-Orient : le conflit palestinien », « La Première Internationale : initiation à l'histoire du mouvement ouvrier », « Mouvement ouvrier aux USA », « Types de sociétés : classes sociales dans le tiers-monde I et II », « La crise française de 1870-1871 », « Sociétés, états et révoltes », « La Commune de Paris », « La deuxième Internationale », « Problèmes du mouvement ouvrier aux USA », « Classes-Nations – Etat I et II », « Problèmes agraires et subsistances sous la révolution », « Mouvement ouvrier et mouvements sociaux en Amérique Latine ».

A partir des années suivantes, les « *guides de l'étudiant* » sont plus complets et l'on peut y apprendre quels enseignements sont donnés par qui. Le tableau suivant en propose une synthèse sélective :

¹¹⁷*Ibid.*

Tableau n°2 : Sélection de séminaires du département d'histoire de Vincennes

	1973-1974	1974-1975	1975-1976	1976-1977	1977-1978	1978-1979	1979-1980
Rebérioux	(avec Y. Sertel) « La crise de l'impérialisme au lendemain de la révolution russe » (avec Y. Sertel, B. Slama, C. Dufrancatel) « Initiation aux sciences humaines : histoire, littérature, sociologie » ; « travail et les luttes des femmes dans les années 1920 »	(avec B. Slama, C. Dufrancatel) « La femme et la famille en France 1871-1914 »	(avec M.-N. Thibault) « La Fédération du livre CGT » (avec J. Bessis) « Front populaire et politique coloniale » (avec B. Slama, C. Dufrancatel) « Les femmes : culture, Idéologie, société (1890-1914, 1960-1975) » « Aux origines du Front populaire : la France des	(avec J. Bessis) « Front populaire et colonisation »	(avec M.-N. Thibault) « La fédération française des travailleurs du livre » « Les internationales ouvrières devant la guerre : 1914 et 1939 » « Les femmes »	(avec M.-N. Thibault) « La fédération française des travailleurs du livre » « Les ouvriers mineurs au XIXe et au XXe siècles » « Les expositions universelles du milieu du XIXe siècle à la 2^e guerre mondiale : un révélateur des mouvements sociaux » (avec L. Valensi)	« Représentation de l'avenir dans le mouvement ouvrier » (avec R. Gallissot) « L'immigration dans la France de l'entre-deux guerres »

			années 30 »			« Racisme et problèmes des minorités en France et dans le monde musulman »	
Rey-Hulman			« L'utilisation de l'histoire dans les luttes en Afrique »				
Gallissot	« La résistance palestinienne » (avec M. Rebérioux) « Histoire du syndicalisme »	(avec M. Rebérioux) « Partis et syndicats dans la II ^e Internationale 1889-1918 » « Interrogation marxiste sur la nation (séminaire de maîtrise) »	« Impérialisme et colonisation » (avec M. Rebérioux et J. Julliard) Séminaire « Histoire du syndicalisme » (à la Sorbonne) (avec J. Bessis) « Analyse de situations colonisées : étude comparative Maghreb, Afrique noire »	« Analyse de l'impérialisme au XX ^e siècle » « Formation nationale » (avec P.J. Simon) « Relations interethniques, problématique du racisme, séminaire de la revue <i>Pluriel</i> »	« Mouvements ouvriers dans le monde arabe depuis 1936 et après la Deuxième Guerre mondiale » (avec P.J. Simon et L. Valensi) « Minorités ethnique, minorités nationales »	« Le communisme européen de la Deuxième Guerre mondiale au XX ^e congrès » (avec L. Valensi, Y. Lacoste, J. Cabot et d'autres enseignants de Paris VII) DEA « Tiers-Monde » « Racisme	(avec A. Adler) « L'Internationale communiste et les voies nationales : L'Internationale communiste jusqu'en 1934 » (avec L. Valensi) « Connaissances du Tiers-Monde » « Relations ethniques minorités, question nationale : séminaire de la revue <i>Pluriel</i> »

			« Formation nationale, colonisation et dépendance. Etude comparée (monde musulman) à partir de l'exemple algérien »			colonial et conflits ethniques de la décolonisation» « L'étranger : pratiques d'assimilation et pratiques d'exclusions : différences culturelles et racisme »	
Debouzy	« Problèmes de la société américaine contemporain»		(avec C. Willard) « Le mouvement ouvrier aux USA et en France au XXe siècle »	« L'esclavage aux Etats-Unis » (avec G. Haupt) « Migrations ouvrières internationales et diffusion des idées (1873-1929) »	« La classe ouvrière américaine » (avec R. Gallissot et G. Haupt) « Migrations ouvrières »	(avec M.-N. Thibault) « Classe ouvrière et crise économique (France/Etats-Unis) »	« Vie ouvrière, conditions de travail et luttes aux Etats-Unis » « L'esclavage aux Etats-Unis »
Julliard		« Le syndicalisme contemporain »	« Les inégalités dans la France contemporaine »				

Sertel			« L'Impérialisme et la lutte anti-impérialiste au Proche Orient entre les deux guerres (1918-1939) »	« L'Impérialisme, la III ^e Internationale et les mouvements nationaux au Proche-Orient après les deux guerres »			
Garcia			« L'Internationale communiste en Amérique latine »		« L'Internationale communiste en Amérique latine » « Les insurrections en Amérique latine au XX ^e siècle »	« Les luttes révolutionnaires en Amérique latine depuis la révolution cubaine et leur influence dans la gauche française »	
Bessis					(avec P. Espejo) « Femme, famille, société »	(avec Cl. Liauzu) Séminaire de maîtrise « Mouvement ouvrier, mouvement national, Mouvements sociaux et affrontements culturels au Maghreb »	« Elites politiques, sociétés africaines et colonisation »

Thibault							« Apprentissage du commentaire de texte : à partir de <u>La parole ouvrière</u> , recueil de textes du mouvement ouvrier français, de 1830 à 1850 »
Bruhat	(avec A. Jardin) « Les doctrines sociales et politiques (socialisme, libéralisme) en France de Babeuf à la Constitution de 1875 »						
Willard		« Culture et société en France après la 2 ^e guerre mondiale »	« La conception marxiste de l'histoire »	« La classe ouvrière française »	« Les classes sociales dans la France contemporaine » DEA « Histoire du monde ouvrier contemporain (XIX ^e et XX ^e siècles) en France et à l'étranger »	DEA « Histoire du monde ouvrier contemporain (XIX ^e et XX ^e siècles) en France et à l'étranger » « Culture et société aux temps du Front	« La classe ouvrière française au XX ^e siècle » « La France du Front populaire » « La conception marxiste de l'histoire » DEA « Histoire du

					l'étranger »	populaire »	monde ouvrier contemporain (XIXe et XXe siècles) en France et à l'étranger »
Winock			« La Commune de Paris »				

L'on voit avec ce tableau la prégnance des séminaires relatifs aux mouvements ouvriers et une orientation de plus en plus marquée vers les problématiques de l'impérialisme, de la décolonisation, du Tiers-Monde et des (im)migrations. On a donc à Vincennes une histoire largement en prise avec l'actualité politique et militante de son temps et prenant le parti des « dominés », y compris des femmes.

L'« affaire du Parisien libéré »¹¹⁸ (licenciements de plusieurs ouvriers, syndicalistes de la CGT, par un patron de presse très à droite), qui a lieu au printemps 1975, donne par exemple naissance dès la rentrée suivante à une « U.V. » de Rebérioux et Thibault consacrée, trois années durant, à « La fédération française des travailleurs du livre » (CGT) dont certains représentants participent à cet enseignement. Le travail réalisé collectivement sur archives et par entretiens – méthode alors encore très peu utilisée en histoire – donnera lieu à la publication d'un ouvrage en 1981, à l'occasion du centenaire de la fédération, dirigé par M. Rebérioux, préfacé par Georges Ségué, secrétaire général de la CGT, et « édité par [la] Fédération, fraternellement aidée par le Centre de recherches d'histoire des mouvements sociaux et du syndicalisme »¹¹⁹.

Par comparaison, les offres d'enseignement en histoire à Nanterre et à Paris I, sur la même période, restent très « classiques ». D'abord, la forme séminaire y est réservée aux étudiants à partir de la maîtrise. Surtout, la part dévolue à l'histoire contemporaine y est très réduite par rapport à celle qu'elle occupe à Vincennes, ses déclinaisons sont donc beaucoup plus limitées.

L'histoire du mouvement ouvrier fait néanmoins l'objet de séminaires de maîtrise et de doctorat de 3^e cycle, à Paris I, dans le cadre d'un centre de recherches dédié à « L'histoire du syndicalisme » animé par Droz et Jean Maitron, au moins en 1973-1974 dont voici le résumé : « Histoire du socialisme, du syndicalisme, du mouvement ouvrier, des problèmes de culture ouvrière, de l'implantation des partis révolutionnaires. Histoire de l'anarchisme »¹²⁰. Deux ans plus tard, ce centre de recherches, parmi les 14 que compte alors le département d'histoire de Paris I, s'intitule « Histoire du mouvement ouvrier en France et à l'étranger XIX^e et XX^e

¹¹⁸ Cf. Jean Legres, « L'affaire du *Parisien libéré* », *Etudes*, n°octobre 1975, p. 379-385.

¹¹⁹ Jacques Riot [secrétaire générale de la Fédération française des travailleurs du livre], « Avant-propos », in M. Rebérioux (dir.), *Les ouvriers du livre et leur fédération, un centenaire 1981-1981*, Paris, Messidor, Temps actuels, 1981.

¹²⁰ Source : Brochure « U.E.R. Lettres et sciences humaines, Paris I, 1973-1974 », BNF.

s. » et semble dédié aux seuls 3^e cycles. Dirigé par Droz, il compte 14 autres directeurs de recherches, 4 de Paris I (Agulhon, Maitron, Vilar, Rougerie), 5 de Paris VII (Perrot, Haupt, Gras, Trempé, Charles) et 5 de Paris VIII, où il a été initié (Willard, Debouzy, Julliard, Rebérioux, Gallissot). Il est présenté comme « Séminaire des directeurs de recherches. Problèmes touchant l'historiographie du mouvement ouvrier, en France et à l'étranger »¹²¹.

En revanche, aucune des « U.V. » offertes à Paris I en 1^{er} cycle (« Institutions et vie politiques en France, en Angleterre, en Autriche et aux Etats-Unis (1830-1870), – Agulhon », « Evolution économique et sociale en France dans les Allemagne et en URSS de la fin de la 2^e Guerre Mondiale au début des années 60 – Fohlen », « Les états de l'Europe centrale et sud orientale dans la 1^{ere} et 2^e Guerres Mondiales – Snejdarek », et des « Initiation[s] » à l'histoire de l'Amérique du Nord – Fohlen, de l'Afrique noire – Person, russe et soviétique – Portal, des sciences et des techniques – Roger et Serres) et 2^e cycle (« La bourgeoisie allemande au XX^e s. – Droz », « Société et vie politique en France de 1830 à 1870 – Agulhon », « Les Etats-Unis de Franklin D. Roosevelt (1933-1945) – Fohlen », « La zone des Caraïbes et l'intervention des Etats-Unis (1889-1929) – Chevalier », « Civilisations du Golfe de Guinée du XVII^e au XIX^e siècle – Person », « L'Europe Centrale de 1945 à nos jours » – Snejdarek », « La France économique au XX^e s. – Vilar », « La 1^{ere} Guerre Mondiale et le traité de paix – Duroselle », « Les sciences de la nature au XIX^e s. – Serres », « Le développement économique de la Russie et de l'URSS (1890-1970) (son image dans la littérature et l'art) – Portal »)¹²² n'a pour objet l'histoire du mouvement ouvrier, au moins en 1973-1974.

Le département d'histoire de Nanterre, dirigé par René Rémond– qui enseigne en parallèle à « Science Po », préside le Centre catholique des intellectuels français (CCIF), est membre du Comité des programmes de la télévision et contributeur régulier au *Figaro*, auteur de *La droite en France* (1954) et d'« une thèse, consacrée à l'image des Etats-Unis dans l'opinion publique française durant le premier XIX^e siècle » (1959)¹²³–, propose quelques enseignements ponctuels relatifs à l'histoire des idées politiques « de gauche » comme en 1973-1974 avec un « cours d'amphithéâtre » : « Le socialisme français et le socialisme en Allemagne, 1864-1920 » et un « séminaire » : « Institutions et structure politiques de la

¹²¹ Source : Brochure « Doctorats en sciences humaines, 3^e cycle, Paris I, 1975-1976 », BNF.

¹²² Source : Brochure « U.E.R. Lettres et sciences humaines, Paris I, 1973-1974 », *doc. cit.*

¹²³ Charles Mercier, *Autonomie, autonomies. René Rémond et la politique universitaire aux lendemains de mai 1968*, Paris, Publications de la Sorbonne, 2015, p. 38-39.

France contemporaine : l'Union des Gauches dans la vie politique française au XX^e s. ». L'année suivante, « Le socialisme français et le socialisme en Allemagne, 1864-1920 » est reconduit mais le séminaire « Institutions et structure politiques de la France contemporaine » porte désormais sur « Les Centres ». En 1975-1976, ce même séminaire est consacré à « L'extrémisme et les extrémistes dans le système politique français » dont « anarchistes, syndicalisme révolutionnaire, trotskisme, ligues d'extrême-droite, poujadisme, OAS, gauchistes... » est-il précisé¹²⁴. On prend ici la mesure du décalage qui sépare les catégories de classement des organisations politiques entre les départements d'histoire de Nanterre et de Paris VIII.

Conclusion

Vincennes n'est évidemment pas le seul espace où l'historiographie rencontre l'actualité et s'engage, *a fortiori* durant les années 1970 – les partenariats du département d'histoire de Paris VIII avec ceux de Paris I et Paris VII en témoignent entre autres. Toutefois la grande liberté pédagogique offerte par l'origine expérimentale de Vincennes et son public atypique permettent un renouvellement « critique » des objets d'études, non seulement au niveau de la recherche et des troisièmes cycles, mais aussi au niveau de l'enseignement, y compris de première année.

Les rencontres entre enseignants et étudiants, favorisées par le fonctionnement de Vincennes (« travail en petits groupe » sur le modèle des séminaires, remise en cause de la hiérarchie enseignant-étudiant, fonctionnement en « A.G. » de département...), sont propices à une socialisation réciproque et à une fécondation mutuelle du militantisme, de la recherche et de l'enseignement. Les trajectoires des étudiants, notamment la forte présence d'étudiants militants, salariés et étrangers, pour l'essentiel en provenance d'Afrique, pèsent sur les objets d'enseignement et de recherche, voire sur les engagements politiques des enseignants, qui ont eux aussi, bien sûr, des effets sur les étudiants. En témoigne cet extrait d'entretien avec Pierre H., ancien étudiant non-bachelier de Vincennes, « Vincennes reste un grand moment de ma vie [...] Pour mon ouverture d'esprit ça a quand même été quelque chose, je ne pourrai jamais plus être stalinien ! [...] Galissot et Rébérioux ont beaucoup contribué au fait que je quitte le PC[...] Pour moi ils ont été assez marquants. D'ailleurs c'est pour ça que je retiens leur

¹²⁴ Sources : « Livrets d'enseignement – histoire », 2012069/14, Service des archives de l'université de Nanterre.

nom».

D'autres étudiants non bacheliers sont passés par le département d'histoire de Vincennes et en sont sortis profondément et durablement marqués. Philippe Mioche, menuisier « non bachelier et membre du PCF arrive à Vincennes en 1971 pour y faire une livraison »¹²⁵. On retrouve sa trace dans les archives du service des diplômes de Paris VIII : il a soutenu en 1974 un mémoire de maîtrise sous la direction de Willard (« L'interview de Thorez au Times ») et est aujourd'hui professeur émérite de l'université d'Aix-Marseille. Bouvier dirigera ses thèses (celle de troisième cycle en 1983, et celle d'Etat – codirigée par François Caron – en 1992)¹²⁶.

On compte aussi parmi les anciens étudiants du département d'histoire de Vincennes, des historiens de carrière : Michel Margairaz (mémoire de maîtrise soutenu en 1972 sous la direction de Bouvier, « Les propositions de politique économique financière et monétaire de la SFIO de 1934 à 1936 : la reflation »), François Dosse (mémoire de maîtrise soutenu en 1972 sous la direction de Rebérioux, « Le PCF et le pouvoir. Analyse des textes officiels 1944-1948 » et premier agrégé d'histoire de Vincennes, en 1973) et Michelle Riot-Sarcey (mémoire de maîtrise soutenu en 1977 sous la direction de Rebérioux, « La République sociale : Vaillantistes et Guesdistes 1889-1896 ») ; ainsi que Patrick Fridenson (thèse de troisième cycle soutenue en 1971 sous la direction de Bouvier, « Une histoire d'entreprise : les usines Renault de 1918 à 1939 »), Danielle Tartakowsky, chargée de cours au département (thèse de troisième cycle soutenue en 1977 sous la direction de Willard, « Ecoles et éditions communistes 1921-1933. Essai sur la formation des cadres du PCF ») et enfin Gérard Noiriel thèse de troisième cycle soutenue en 1982 sous la direction de Rebérioux, « Les ouvriers sidérurgistes et les mineurs dans le bassin de Longwy pendant l'entre-deux-guerres »).

Christelle Dormoy-Rajramanan est docteure en science politique de l'Université de

¹²⁵ Jacqueline Brunet, Bernard Cassen, François Châtelet (dir.), *Vincennes ou le désir d'apprendre*, Paris, A. Moreau, 1979.

¹²⁶ http://telemme.mmsh.univ-aix.fr/membres/Philippe_Mioche

Nanterre et membre du Centre de recherches sociologiques et politiques de Paris-Équipe Cultures et Sociétés Urbaines (CNRS/Paris VIII/Paris Nanterre). Ses recherches portent sur les politiques publiques en matière d'enseignement supérieur et de recherche, ainsi que sur les pratiques pédagogiques, scientifiques et militantes des universitaires (enseignants et étudiants). Elles relèvent de l'histoire sociale, politique et intellectuelle de l'Université et des savoirs académiques en sciences humaines et sociales.

Christelle Dormoy-Rajramanan holds a PhD in Political Science from the University of Nanterre and is a member of the Centre de recherches sociologiques et politiques de Paris-Équipe Cultures et Sociétés Urbaines (CNRS/Paris VIII/Paris Nanterre). Her research focuses on public policy concerning higher education and scientific research, as well as on scientific and activist pedagogies in the university. She specialises on the social, political and intellectual history of French University and of academic knowledge in the human and social sciences.

Les séminaires d'histoire du mouvement ouvrier à Vincennes dans les années 1970. Une contribution collective à la production-diffusion d'idées politiques de « gauche ».

Si l'histoire des idées a tendance à privilégier des approches individualo-centrées, selon la tradition de l'étude des grand.e.s auteur.e.s et de leur œuvre, la prise en compte des interactions qui peuvent se nouer dans le cadre des séminaires au cours desquels ils ont à la fois élaboré et diffusé leur pensée ouvre l'échelle d'analyse à une dimension plus collective. Ce sera plus encore le cas ici avec l'étude des séminaires non pas d'un individu mais d'un groupe, celui constitué de la majeure partie des enseignants du département d'histoire de l'université de Vincennes-Paris 8, au cours des années 1970. Dans ce contexte historique marqué par une forte politisation, a fortiori dans cette enclave universitaire « expérimentale » investie par nombre de militants de « gauche » et de penseurs « critiques », ce département a largement été conçu et dédié à l'enseignement de l'histoire du mouvement ouvrier et des pensées qui l'ont alimenté, dans un but de pédagogie militante. Il s'agit donc d'étudier cette offre collective d'enseignement en tant que contribution à la fois savante et politique à l'histoire des idées politiques. A partir d'archives, d'une biographie collective des enseignants, de données statistiques sur les étudiants et de témoignages de première et de seconde main, je montrerai comment ce système de séminaires a pu s'apparenter à un espace de production collective d'une pensée politique critique et de sa transmission auprès un public étudiant particulier.

Seminars on labor movement history at Vincennes in the 70s. A collective contribution to the production and diffusion of "left-wing" political ideas.

Following a long tradition that studies “great” authors and their master pieces, research in the history of ideas has had the tendency to privilege individualist approaches on this subject. But taking into account the interactions that took place in the spaces, such as seminars, where these intellectuals elaborated and diffused their ideas allows us to see a more collective dimension in the elaboration and transmission of these ideas. This presentation will address the roleplayed by such collective dimension using the case of seminars led by the faculty in the history departmentat the university of Vincennes-Paris 8 during the 1970s. In this historical context characterized by strong politicization, a fortiori in this “experimental” university invested by many “leftists” and critical thinkers, the history department was conceived for, and dedicated to, the teaching of the history of the working-class movement and the study of the ideas that nurtured it. The goal is to study these collective forms of teaching as both intellectual and political contributions to the history of political thought. Using archival material, a collective biography of the teachers, as well as statistical data on the students, and first and second hand testimonies, I will show how this system of seminars appears as a space of collective production of critical political thought and of its transmission to a particular student population.